



Cartographie des intérêts dans les zones de conflit : le cas du Katanga



Steven Spittaels
Nick Meynen

Résumé

Ce rapport, intitulé «Cartographie des intérêts dans les zones de conflit : le cas du Katanga », traite de la présence d'(anciens) combattants dans la province congolaise du Katanga. Il porte son attention sur deux types d'acteurs prédominants : les FARDC et les milices Maï-Maï, la présence dans la région des autres groupes armés n'étant pas significative.

Au lendemain de la reddition du seigneur de guerre, Gédéon, en mai 2006, la grande majorité des groupes de Maï-Maï qui restaient encore a été démobilisée et désarmée. Ceux-ci ont choisi de retourner à la vie civile mais ce processus n'a pas été sans poser de problèmes.

Les FARDC sont toujours présentes dans toute la province malgré une baisse significative de leurs effectifs. Celles-ci sont le fruit de l'intégration dans un même corps militaire de l'ancienne armée gouvernementale (FAC) et de diverses armées de rebelles qui se sont battus durant les différentes guerres au Congo.

Les positions des (anciens) combattants dans la région sont reprises dans la première série de cartes qui illustrent le rapport. Leurs intérêts sont indiqués dans la seconde série de cartes. Les cartes et le rapport se concentrent sur quatre régions qui ont posé, en 2007, des problèmes d'insécurité persistants.

Au nord du Katanga, la situation dans le territoire de Nyunzu est particulièrement révélatrice. Deux groupes Maï-Maï, qui n'ont pas encore été désarmés, opèrent dans la région. Toutefois ce sont les FARDC, qui ont porté leur intérêt sur la mine d'or de Lunga au moins jusqu'en mars 2007, qui présentent la plus grande menace pour la population civile.

Les Maï-Maï n'ont jamais été présents dans la ceinture de cuivre (la Copperbelt), y compris pendant les guerres au Congo. Par ailleurs, les FARDC ont toujours maintenu plusieurs unités dans la région. Il n'y a pas de raison pressante pour expliquer leur déploiement si ce n'est la possibilité de faire main basse sur une partie de l'argent qui circule dans le secteur minier.

Le centre de la province est la région qui a le plus souffert des razzias menées par les Maï-Maï au cours de ces dernières années. Aujourd'hui, de nombreuses milices ont été démobilisées et désarmées mais souvent leur réintégration via le PNDDR est un échec en partie en raison de l'embourbement de ce programme au Katanga mais aussi parce qu'ils ne sont bien souvent plus les bienvenus dans leur village d'origine. Certains d'entre eux se sont regroupés dans le Parc Upemba où ils peuvent se cacher et où ils savent comment assurer leur survie. Le problème s'aggraverait si les Maï-Maï, se sentant lésés, s'alliaient à d'autres combattants vivant dans le Parc et qui ne se sont jamais rendus.

L'est du Katanga est relativement calme. Cependant, le territoire du Pweto est un cas qui mérite notre attention. Le territoire ne compte pas de présence significative de Maï-Maï mais il héberge une des deux brigades complètes stationnées au Katanga. La 62^{ème} brigade jouit d'une mauvaise réputation car elle harcèle la population civile. Elle est impliquée dans l'exploitation illégale de ressources naturelles dans la mine de cassitérite de Kapulo. Dans ce rapport, nous n'aborderons pas l'ouest du Katanga.

D'un point de vue général, la sécurité a enregistré de grands progrès depuis un an dans la province du Katanga. Il reste très peu de groupes Maï-Maï encore actifs et de plus en plus de FARDC sont intégrées dans le processus de brassage, la plus grande partie des personnes déplacées à l'intérieur du pays sont rentrées chez elles et les élections de 2006 se sont déroulées sans incident majeur. Toutefois, des sérieuses violations des droits de l'homme commises par des (anciens) combattants, particulièrement par les soldats des FARDC, restent pratiques courantes. Et bon nombre d'hommes armés ne sont toujours pas contrôlés.

Table des Matières

INTRODUCTION	4
PREMIÈRE PARTIE : NOTIONS ÉLÉMENTAIRES	5
Les Mai-Mai et le processus de DDR	5
Les FARDC et le processus de brassage	8
Présentation de la collection de cartes.....	12
La carte de base du 'Katanga'	13
Les cartes dynamiques	13
Les cartes statiques	14
La carte 'rapports'	16
DEUXIÈME PARTIE : ANALYSE	17
Le Nord	17
<i>Nyunzu</i>	18
La Ceinture de cuivre (la Copperbelt)	24
<i>Shinkolobwe</i>	26
<i>Luisha</i>	27
Le Centre	28
<i>Malemba Nkulu</i>	29
<i>Le Parc Upemba</i>	32
<i>Mitwaba</i>	33
L'Est.....	37
<i>Pweto</i>	37
CONCLUSION	42
RECOMMANDATIONS	46
ANNEXE : LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	48

Cette version en français est une traduction de la version en anglais qui reste le document de référence.

Introduction

Ce rapport est le premier d'une série de quatre enquêtes dont l'objectif est d'analyser les motivations des combattants et de leurs leaders. Il utilise une approche méthodologique nouvelle qui se sert de la cartographie comme outil analytique. Le texte ne constitue que la moitié du rapport. La partie cartographique que vous pouvez consulter sur le site internet d'IPIS (www.ipisresearch.be) est aussi importante que l'analyse écrite du rapport. C'est la première fois que IPIS recourt à cette approche dans un document public. Les remarques ou suggestions sont donc les bienvenues.

La « Cartographie des intérêts dans les zones de conflit : le cas du Katanga » dresse l'état des lieux de la présence d'anciens combattants dans la province congolaise du Katanga, autrement dit, des hommes en armes qui ont participé aux guerres consécutives du Congo. Ce rapport tente de répondre aux questions de savoir qui ils sont, où ils sont stationnés, pourquoi ils y sont stationnés et ce qu'il conviendrait de faire pour les empêcher de poser des problèmes de sécurité.

Les recherches qui tentent d'établir le lien entre les ressources naturelles et les conflits armés sont très à la mode et la recherche de profit est sans aucun doute une motivation importante pour plusieurs groupes impliqués dans des guerres dans le monde. Cependant, on constate le développement d'une tendance sensationnaliste dans une certaine presse qui consiste à réduire tous les conflits (particulièrement en Afrique centrale) à des luttes acerbes motivées par la cupidité, la recherche de l'or et des diamants. La « Cartographie des intérêts dans les zones de conflit » compare l'importance de quatre motivations d'ordre différent : le pouvoir, la cupidité, les griefs et la sécurité/survie. Pour chacune de ces motivations, nous avons localisé les cibles militaires spécifiques sur des grilles séparées. Par exemple, sur la carte qui établit les ressources qui attirent la cupidité des acteurs, nous avons inclus les zones minières. Dans ce rapport, nous comparerons les cartes indiquant les intérêts possibles des parties belligérantes avec une seconde série de cartes qui dépeignent le déploiement de toutes les troupes dans la région. Nous utiliserons ensuite une combinaison de ces cartes afin d'expliquer la présence de groupes armés dans certaines régions.

Les cartes ne sont pas les seules sources auxquelles IPIS a eu recours afin d'expliquer le comportement des (anciens) combattants. Les données générées par les cartes ont été complétées grâce d'une part aux connaissances que nous avons collectées sur le terrain – deux chercheurs ont passé 11 semaines au Katanga – et grâce de l'autre à la recherche scientifique dite classique. L'information reprise dans nos cartes nous a parfois conduits à investiguer plus en profondeur une situation spécifique. Parfois ce fut le cas inverse.

Il n'est pas facile de réunir des informations fiables en matière de sécurité sur la RDC. Malgré la fin officielle de la guerre et la période de transition, le pays est toujours dans un état de sérieuse désorganisation. IPIS est pour ces raisons désireuses de recevoir des informations complémentaires sur l'insécurité qui pourraient être ultérieurement ajoutées à nos cartes.

Les cartes ne doivent pas seulement servir à fournir des réponses mais elles doivent aussi permettre de poser des questions importantes. Nous espérons que d'autres personnes les utiliseront dans leurs réflexions ou leurs actions.



Les combattants Maï-Maï du groupe Gédéon, mai 2006

Première Partie : Notions élémentaires

Ce rapport étudie particulièrement deux grandes catégories parmi les (anciens) combattants au Katanga, les FARDC et les milices Maï-Maï. Il n'y a pas de présence significative des FDLR ou d'Interahamwe dans la province et les anciens rebelles du RCD ont officiellement rejoint les FARDC.

Les Maï-Maï et le processus de DDR

Jusqu'à l'été 2006, les milices Maï-Maï constituaient la plus grande menace d'insécurité au Katanga. Dépourvues de structures de commandement et d'objectifs clairs, elles ont terrorisé les populations locales pendant des années en commettant des crimes horribles. La caractéristique la plus frappante de ces groupes était la tendance, parmi certains d'entre eux, de se livrer au

cannibalisme sur leurs victimes¹.

Dans les médias, le terme de Maï-Maï est utilisé comme dénominateur commun pour désigner les différentes milices populaires qui ont combattu l'invasion du Katanga par le RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie). Il faut cependant distinguer les mouvements 'régulés' des mouvements 'non régulés'. Les FAP (Forces d'Auto Protection) constituaient le système de défense populaire régulé. Elles ont été créées par L.D. Kabila et ont reçu un nombre (limité) d'armes ainsi qu'un entraînement sommaire. Elles ont été mobilisées immédiatement après la chute de Pweto en décembre 2000 quand le RCD menaçait de percer à Lubumbashi et à Kamina². C'était une opération menée dans la hâte et avec une structure de coordination compliquée³.

Les groupes d'autodéfense populaires irréguliers portent différents noms et ont des historiques différents. Les plus prédominants sont les FIP (Force d'Intervention Populaire), les mouvements Simba et Maï-Maï. Certains d'entre eux sont nés de manière spontanée⁴ (en réaction aux agressions des FAC et des RCD) alors que beaucoup d'autres sont en réalité des groupes constitués d'électrons libres qui se sont constitués en FAP. Si de nombreuses différences existent entre les diverses milices Maï-Maï, elles ont des caractéristiques communes, telles que le recours à la magie et aux chants de guerre⁵.

Les Maï-Maï du Katanga ont connu trois grandes phases. Au départ, ils étaient impliqués dans une certaine mesure dans la résistance contre le RCD. Par la suite, avec le retrait des troupes rwandaises territoire de la RDC en octobre 2002 et l'investiture du gouvernement de la transition en juin 2003, ils ont été livrés à eux-mêmes. Pendant la transition, ils se sont investis du rôle de protection de la population qu'ils ont surtout terrorisée. Lors du lancement du processus de PNDDR (Programme National de Démobilisation, Désarmement et Réintégration), ils sont entrés dans une troisième phase.

Les Maï-Maï qui ont rendu leurs armes à la SMI des FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo) ont une double option. Ils peuvent soit rejoindre l'armée officielle des FARDC, soit retourner à la vie civile en entrant dans le programme de DDR. Comme les soldats des FARDC sont mal payés, voire pas payés du tout, les Maï-Maï désarmés ont massivement opté pour la deuxième option. La perspective de recevoir des compensations par une des structures en charge du processus de DDR aura fini de les convaincre. L'agence gouvernementale, la CONADER (Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion) est la seule en charge de l'exécution du PNDDR. Sa mission comprend le développement des critères de la DDR, la mise en place des mécanismes de réinsertion, la planification

¹ Le recours à l'anthropophagie a été solidement documenté dans : ASADHO, CDH & CVDHO, *Nord-Katanga. Attaques délibérées contre la population civile*, octobre 2003, 42 p.

² K. Y. Yantumbi, *Le Nord-Katanga à feu et à sang. Politique, seigneurs de guerre et violence*, Kyamy Network Editions, Lubumbashi, février 2007, pp. 122-155.

³ L'opération était coordonnée depuis Lubumbashi par Kabongo Ngoy. Dans le nord du Katanga, elle était organisée par le général Kambala et un chef coutumier du nom de Kyombo. Il y avait également un coordinateur séparé pour le Nord-Katanga, Dieudonné Kasongo Kabwa, le demi-frère du Mzè Kabila. Des sérieux conflits opposèrent les différents leaders et l'exécution de l'opération fut entachée de corruption.

⁴ Dès 1998, des groupes populaires de défense (Maï-Maï) étaient actifs dans le district du Tanganyika où ils se sont révoltés à une offensive du RCD. Ils sont moins connus pour leurs méfaits que leurs collègues du sud car ils n'ont pas été impliqués dans des violations des droits de l'homme à grande échelle.

⁵ Vermote L., *Mémoire*, 2004.

des activités de DDR ainsi que leur mise en oeuvre⁶.

Toutefois, la CONADER a la réputation d'être corrompue et peu efficace⁷. Si sa mission est loin d'être achevée au Katanga, ses activités ont été suspendues en juin 2006 à la suite de restrictions budgétaires. Il ne semble pas que cela risque de changer bientôt puisque la Banque Mondiale a décidé de resserrer les cordons de la bourse du programme de DDR au Katanga⁸. Pour combler le vide laissé par l'inaction de la CONADER au Katanga, le PNUD a lancé son propre programme, le programme CRK (Relance communautaire pour le Katanga, en français). Les anciens combattants de la CRK, munis d'un certificat de désarmement SMI, reçoivent une allocation de 20 dollars et la promesse d'être intégrés dans les projets de travaux spéciaux. La réinsertion du PNUD à travers les projets de travaux spéciaux n'a pu qu'être lancée dans le territoire de Nyunzu. Parallèlement aux programmes de l'ONU et des représentants congolais, une initiative privée pour désarmer les Maï-Maï a été lancée par l'ONG PAREC de la nouvelle église méthodiste du Pasteur Mulunda. Dans le cadre de son programme d'échange « *des vélos contre des armes* », il a organisé 6 missions dans les zones Maï-Maï. La mission la plus frappante fut la deuxième mission qui eut lieu en avril 2005 à Lubudi, Luena, Bukama, Malemba Nkulu, Mulongo, Kalumbulu, Kamuna Lenge, Muyumbo, Ankoro, Kabalo et Kongolo⁹. L'ONG affirme qu'elle a récolté plus 3 645 armes durant la campagne d'avril 2005¹⁰. Des représentants de l'ONU ont reproché à PAREC d'avoir interféré dans le bon déroulement du PNDDR¹¹.

Les estimations quant au nombre de Maï-Maï varient énormément et sont la plupart des temps exagérées, notamment parce qu'elles reposent sur les déclarations des leaders Maï-Maï qui ont tendance à tripler voire quadrupler le nombre de combattants au sein de leur mouvement. Les forces de l'ONU et des FARDC semblent toutes les deux s'accorder sur le fait que les guerres au Congo ont compté un minimum de 6 000 combattants Maï-Maï au Katanga. À ce jour, la CONADER a procédé au désarmement et à la démobilisation de plus de 4 000 combattants, dont 1000 qui sont passés par le programme CRK du PNUD. Il est difficile d'estimer combien de combattants ont effectivement rendu leurs armes grâce à l'initiative « *des vélos contre des armes* » menée par l'ONG PAREC. L'organisation revendique la démobilisation de 20 000 combattants¹² mais ce chiffre est peu crédible. Les enfants soldats Maï-Maï ont fait l'objet d'un programme de DDR séparé organisé par l'UNICEF. Aussi contradictoires et incomplets que ces chiffres puissent être, l'on peut estimer à moins de mille le nombre de Maï-Maï qui restent encore à démobiliser. En consultant la carte qui décrit les mouvements des groupes Maï-Maï restants, ce nombre est même inférieur¹³.

S'il n'est pas facile d'estimer le nombre de Maï-Maï qui ont bénéficié du programme de DDR, il est quasiment impossible de donner une estimation

⁶ Décret n° 03/042 du 18 décembre 2003 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, en sigle CONADER.

⁷ Interviews conduites par IPIS à Kinshasa et à Lubumbashi en mars et avril 2007.

⁸ Source écrite confidentielle de la MONUC, 25 février 2007.

⁹ Mbengu K., PAREC DVD : Le Parc dans la Pacification du Nord Katanga, octobre 2005, 18 minutes.

¹⁰ <http://parec-congo.org/accueil.html>

¹¹ Human Rights Watch., *War Crimes Allegedly Committed by FARDC troops in Katanga*, 21 juillet 2006, p. 13.

¹² PAREC, rapport d'activités, janvier-octobre 2006.

¹³ Il n'est pas tenu compte du groupe d'autodéfense de Mutomboki car ce groupe est originaire de la province du Maniema.

chiffrée réaliste du nombre d'armes à feu qui ont été rendues et de celles qui ne l'ont pas été. Le principal problème réside dans le fait que le principe de fonctionnement de la DDR selon lequel un certificat de désarmement est accordé par arme n'a pas été appliqué dans le cas des milices Mai-Mai car bon nombre d'entre elles utilisaient lors des combats des arcs et des flèches, des lances ou seulement de la magie. Dans la plupart des cas, on a récolté une arme pour trois ou quatre combattants¹⁴. Les représentants nationaux et internationaux au Katanga estiment, en général, que les différents groupes n'ont pas rendu toutes leurs armes mais qu'ils en ont gardé une partie cachée dans des stocks, particulièrement dans le Parc Upemba¹⁵.

Malgré le nombre important de combattants démobilisés, le processus de DDR est loin d'être achevé. Premièrement, comme nous l'avons déjà invoqué, un nombre inconnu d'armes à feu auraient été cachées. Ensuite, le traitement des différents groupes Mai-Mai n'a pas été égal. Certains ont été désarmés, d'autres ont reçu une somme d'argent non négligeable en échange de leur arme, d'autres n'ont reçu qu'un dédommagement pour leurs frais de transport tandis que d'autres ont reçu un kit de démobilisation et que d'autres n'ont rien reçu du tout. Troisièmement, le CRK a lancé des projets de réintégration¹⁶ limités dans le territoire de Nyunzu, alors que la CONADER n'en a lancé aucun. Cela signifie que les aspects de réintégration du plan national de DDR ont été pour ainsi dire négligés. Partout au Katanga, les Mai-Mai attendent toujours un soutien de l'état pour réintégrer la vie civile. Ils vivent avec leurs familles dans des camps temporaires aux abords d'une ville ou d'un village. La plupart d'entre eux sont au chômage et rejetés par la population locale. Si rien ne change dans un avenir proche, ces groupes resteront marginaux. Quatrièmement, certains groupes Mai-Mai au Katanga se sont démobilisés spontanément sans jamais intégrer le processus officiel de DDR. Les combattants estimés à un millier du Général Makabe en sont un exemple.

Les FARDC et le processus de brassage

Les FARDC sont le second groupe en ordre d'importance d'(anciens) combattants au Katanga. Si leur rôle pendant la période de la transition au Katanga a moins été étudié que celui des Mai-Mai, celles-ci n'en ont pas moins été impliquées dans les pires atrocités, particulièrement au centre du Katanga¹⁷.

Les FARDC ne sont pas des acteurs uniformes. L'armée congolaise actuelle est un amalgame de l'ancienne armée gouvernementale (FAC) et des diverses armées rebelles qui ont combattu pendant les guerres au Congo. La majorité des unités des FARDC sur le terrain n'a jamais été intégrée via le processus de brassage. Autrement dit, les soldats d'une unité militaire spécifique ont dans l'ensemble le même background militaire, qu'ils soient des anciens RCD, d'anciens MLC ou d'anciennes forces gouvernementales. Afin de créer une armée républicaine, les soldats des différentes armées sont envoyés dans des centres de 'brassage' pour y suivre un processus de transformation. Ils y

¹⁴ Source confidentielle écrite de la MONUC, 25 août 2006, p. 4.

¹⁵ Entretiens réalisés par IPIS à Mitwaba et à Lubumbashi en mars 2007.

¹⁶ On les appelle officiellement "programmes de réinsertion".

¹⁷ Les violations des droits de l'homme par les soldats des FARDC au centre du Katanga ont été mentionnées dans les publications suivantes : MONUC., *Final Report of the Special investigation mission into human rights violations and abuses committed in the territory of Mitwaba, Katanga Province*, 13-19 février 2006, 15 p. Human Rights Watch., *War Crimes Allegedly Committed by FARDC Troops in Katanga*, 21 février, 16 p.

entrent en tant que brigades armées séparées et en ressortent en tant que unités intégrées (CASE 1). L'opération est coordonnée par la SMI.

CASE 1 : 'Brassage' contre 'Mixage'

On fait une distinction importante quoique pas toujours claire entre les unités militaires intégrées et les unités militaires mixées. Vers la fin 2003, les FARDC disposaient d'un commandement militaire unifié. En conséquence, toutes les forces du RCD, du MLC et les forces gouvernementales se sont soudainement retrouvées dans la même armée. Depuis lors, des unités avec des backgrounds différents ont été stationnées au même endroit et ont été impliquées dans les mêmes opérations (contre les bandes hostiles des Maï-Maï, par exemple). Officiellement, de telles unités ont été mélangées malgré leur background et leur entraînement différents. Afin de créer une armée nouvellement intégrée, les différentes unités doivent subir un processus de 'brassage' qui doit garantir qu'elles soient non seulement mélangées mais qu'elles acquièrent des procédures unifiées ainsi qu'une culture militaire commune.

Dans la province du Katanga, la 6^{ème} région militaire, le centre de brassage est situé dans la base militaire régionale de Kamina. La décision d'envoyer des unités de l'armée pour être brassées est prise par l'état-major à Kinshasa. L'état-major décide quels brigades, bataillons et compagnies doivent partir en brassage après avoir pris en considération l'avis du commandement régional et du commandant de la force¹⁸. Actuellement, seules les forces terrestres ont pris part au processus de brassage, les forces aériennes et navales n'y ayant pas participé¹⁹.

Le Katanga ne compte aucune brigade intégrée. Encore récemment, plus de 3000 soldats étaient en attente du processus de brassage à Kamina. Les représentants officiels des FARDC affirmaient qu'il leur manquait quelques centaines de soldats pour entamer le brassage et pour créer les premières unités militaires intégrées dans la 6^{ème} région militaire²⁰. Le processus a fini par démarrer en mai 2007. Chaque semaine, des soldats désertent de Kamina car ils sont mal nourris, mal payés et loin de leurs familles.

Les postes les plus hauts gradés ont été répartis de manière égale entre les officiers des anciens belligérants. Le commandant en chef officiel des forces armées congolaises est le Président Joseph Kabila. Le leadership quotidien de l'armée est exercé par l'Etat-major dirigé par le lieutenant général Kisempia Sungilanga Lombe. Le général Kisempia combattait déjà sous Mobutu aux cotés des forces gouvernementales congolaises. Les commandants des trois forces armées se trouvent directement sous l'état-major. Le chef de l'état-

¹⁸ Les FARDC sont divisées de la manière suivante :

- Equipe** : 5 à 6 soldats
- Section** : 10 à 12 soldats (2 équipes)
- Peloton** : 40 à 45 soldats (4 sections)
- Compagnie** : 120 à 150 soldats (3 to 4 pelotons)
- Bataillon** : 750 à 800 soldats (3 à 5 compagnies)
- Brigade** : 2 500 à 4 000 soldats (3 à 4 bataillons)
- Division** : 12 000 à 15 000 soldats (3 à 4 brigades)

¹⁹ Entretiens menés par IPIS à Kinshasa et à Lubumbashi en mars et avril 2007.

²⁰ Entretiens avec des représentants officiels de la MONUC réalisés par IPIS à Kinshasa et à Lubumbashi en mars et avril 2007.

²¹ <http://www.iss.co.za/Af/profiles/DR Congo/SecInfo.html>

major de la force navale est le Général Major Amuli Bahigwa, qui est un ancien MLC, le chef de l'état-major de la force aérienne, le général major John Numbi du côté du gouvernement et les forces terrestres sont commandées par le Général Amisi, un ancien officier du RCD. La distribution proportionnelle se poursuit à un niveau de commandement régional (CASE 2).

CASE 2 : régions militaires des FARDC et répartition de leurs positions²¹.

1 ^{er} MR	Bandundu	MLC
2 ^{ème} MR	Bas-Congo	GOUV
3 ^{ème} MR	Equateur	GOUV
4 ^{ème} MR	Kasaï Oriental	RCD
6 ^{ème} MR	Katanga	MLC
7 ^{ème} MR	Maniema	RCD
8 ^{ème} MR	Nord Kivu	RCD
9 ^{ème} MR	Province Orientale	Maï-Maï/GOUV
10 ^{ème} MR	Sud Kivu	GOUV

Au sein de la structure militaire des différentes régions, il existe souvent une répartition supplémentaire des pouvoirs exécutifs. Au Katanga, cela a donné une réalité plutôt complexe. À Mitwaba, par exemple, les anciens soldats des FAC servent sous le commandement de quelques ex-officiers du RCD et le restant des bataillons des anciens soldats des FAC de Kongolo est sous le commandement du capitaine Mamadou, ancien commandant du MLC.

Les FARDC comptent 7 brigades stationnées au Katanga. Selon leurs propres statistiques, leur nombre se rapprocherait des 20 000 soldats. Des 7 brigades, cinq ont été 'brassées', laissant chaque fois derrière elles quelques compagnies ou un bataillon. Les deux dernières brigades complètes, celles de Pweto et de Manono, sont supposées se rendre bientôt à Kamina. Si nous comparons tous les chiffres et les données sur le déploiement des FARDC, le résultat est intrigant. Si nous supposons que toutes les brigades qui se sont rendues au centre de brassage ont laissé un bataillon entier de 800 soldats²², il devrait y avoir deux fois plus de soldats à Kamina que le nombre officiel. Cela voudrait-il dire que 4 000 soldats ont déserté ? Si ce n'est pas le cas, où sont-ils alors ? Il semble probable que les statistiques et les données sur le déploiement contiennent des sérieuses erreurs et qu'elles doivent en conséquence être utilisées avec précaution.

Les difficultés de collecter des données fiables sur le déploiement FARDC sont dues au fait que les soldats congolais fuient autant que possible leurs baraquements. Les troupes ne reçoivent qu'une solde bien maigre et payée de manière très irrégulière, quand elle est payée. Il en va de même pour les rations alimentaires. C'est pour cela qu'ils ont besoin de trouver de la nourriture ailleurs et de générer des revenus pour nourrir leur famille et leur ménage. Nombre d'entre eux abusent de leur position pour se procurer de l'argent et dans certains cas, ces activités parallèles représentent leur principale source de revenus, voire leur permettent de s'enrichir. Les grades qui permettent de générer de tels profits sont tellement convoités que cela a créé le fameux système de 'rapportage' (CASE 3).

²² Selon des données officielles, il s'agit d'une surestimation.

CASE 3 : 'Le rapportage'

Le système de rapportage n'est pas typique des FARDC mais existe dans tous les services publics congolais. Les chefs confient à leurs employés un poste qui leur permette de se faire de l'argent de côté – le cas de l'agent de la circulation qui est envoyé à un carrefour très fréquenté où il peut se faire un peu d'argent supplémentaire est un exemple classique – mais le patron espère être récompensé pour le service rendu²³. Si les employés ne se montrent pas suffisamment reconnaissants, ils sont remplacés. Au sein des structures des FARDC, c'est aujourd'hui une pratique courante. Les officiers reçoivent de l'argent des soldats de rang inférieur en échange d'un stationnement dans une zone où des profits peuvent être réalisés²⁴.

²³ L'expression utilisée est 'faire un rapport'.

²⁴ Entretiens réalisés par IPIS à Kinshasa et Lubumbashi en mars et avril 2007.



Vue aérienne de la ville de Pweto, mars 2007

Présentation de la collection de cartes

Plus loin, il sera question des différentes cartes qui sont une partie intégrée et essentielles de cette analyse. Elles peuvent être consultées sur le site d'IPIS : www.ipisresearch.be. Les différentes cartes peuvent être sélectionnées dans le menu déroulé à droite de l'écran.

En théorie, ces informations cartographiques devraient couvrir tout le territoire katangais. Cependant, pour des raisons de pertinence de contenu, de faisabilité et de limites de temps, IPIS a mené une recherche plus approfondie dans certaines zones plutôt que dans d'autres et s'est concentré sur certaines cartes plutôt que d'autres. En conséquence, l'ouest de la province a été légèrement moins bien couvert tandis que les territoires de Mitwaba, Malemba Nkulu et Pweto ont reçu un traitement « préférentiel ».

A quelques exceptions près, les données géographiques ne sont pas rigoureuses d'un point de vue cartographique. Des données cartographiques correctes sur la RDC sont rares, voire même inexistantes. Les derniers relevés topographiques remontent aux colonisateurs belges dans les années 1930 et 1950. Toutefois, pour ce qui concerne notre analyse, le niveau d'exactitude est plus que suffisant.

Les lecteurs qui consulteront les cartes sur le site d'IPIS doivent veiller à certaines caractéristiques techniques du programme de visualisation. Ils peuvent changer le niveau de détail des cartes en zoomant en avant ou en arrière. Pour des motifs de lisibilité, certains éléments des cartes sont cachés

pendant la visualisation à grande échelle mais se révèlent quand on zoome. En zoomant, la carte générale dans la fenêtre supplémentaire située dans le coin supérieur gauche de l'écran peut se révéler utile. Des informations complémentaires sur les éléments de la carte peuvent être synthétisées dans un tableau séparé. Il suffit de cliquer sur les items pendant qu'on utilise la fonction information. Les cartes ont également un outil de recherche géographique qui permet de localiser une série de caractères.

La carte de base du 'Katanga'

Katanga
(Les titres dans cette colonne renvoient le lecteur à la carte qu'il faut consulter pendant la lecture du texte)

La carte du Katanga offre les informations de fond nécessaires sur lesquelles nos données sur l'insécurité peuvent être projetées. Elle contient des données géographiques de base telles que les frontières provinciales, les frontières des différents territoires, les toponymes (noms des villages et des villes), les principales voies navigables, les principales routes, les voies de chemins de fer, les voies aériennes, les terres arables, les espaces de végétation.

La carte est constituée d'éléments provenant de trois sources existantes : le site internet 'Digital Chart of the World', la collection du Musée Royal d'Afrique centrale de Tervuren et le site internet OCHA²⁵. En ce qui concerne les toponymes, IPIS a complété et corrigé les données existantes pour Malemba Nkulu, Mitwaba et Pweto grâce à des interviews avec des experts locaux menées lors d'entretiens dont le format était fixé.

Les cartes dynamiques

FARDC
Mai-Mai
MONUC
Conflits
Incidents

Les cartes dynamiques visualisent la présence d'hommes armés dans la région. Mais comme les combattants sont mobiles, les informations données ne sont valables que pour une période de temps limitée. Dans ce cas-ci, il s'agit de la période allant de mars à mai 2007.

Nous avons conçu quatre cartes dynamiques sur le déploiement des troupes. Il y en a une pour chacune des trois parties impliquées dans le conflit : les FARDC, MONUC et ce qu'il reste des Mai-Mai²⁶. Les cartes contiennent des informations de base sur les nombres et les commandants des unités autant que sur le lieu exact de leur stationnement. La carte des FARDC comprend également le background de l'officier en charge et le statut des unités dans le processus de brassage. Ces trois gilles d'analyse proviennent des communiqués militaires officiels, complétés et corroborés par les informations des observateurs congolais et internationaux collectées par les chercheurs d'IPIS au cours d'entretiens dans la région.

Une quatrième carte combine les déploiements des trois parties et ajoute la couche des DDR (voir plus loin). Nous l'avons appelée la 'carte du conflit'.

Une autre carte dynamique indique les violations de droits de l'homme dans

²⁵ Les sources cartographiques utilisées pour chaque carte sont mentionnées dans le bas du document.

²⁶ La grille de la carte Mai-Mai ne montre que les milices qui n'ont pas adhéré à aucun programme de désarmement et qui sont en conséquence toujours considérés comme des groupes actifs. Les Mai-Mai qui ont été désarmés et démobilisés (mais qui forment toujours une bande) n'apparaissent que sur la carte 'DDR'.

lesquels les (anciens) combattants ont été impliqués. Ces violations sont représentées sur les cartes par des symboles différents selon le type de violations et leur auteur. Pour chaque événement, des informations complémentaires sont données sur la date exacte, le lieu et les parties impliqués. La grille 'violations' a un double objectif. D'un côté, cela nous donne l'occasion d'examiner spécifiquement certaines violations susceptibles de nous renseigner sur les motivations de l'(ancien) combattant impliqué. Les données de la grille 'violations' proviennent de rapports disponibles sur les violations des droits de l'homme commises dans la région.

Les cartes statiques

Les cartes statiques représentent notre transcription géographique des motivations militaires dans l'environnement post-conflit au Katanga. Ces facteurs de motivation sont moins susceptibles d'évoluer et sont donc moins datés que les informations sur les cartes dynamiques. De nombreuses motivations militaires peuvent être traduites sous la forme de données géographiques permanentes. Nous distinguons quatre types de motivations de guerre. Pour chacune d'entre elles, nous avons créé une carte spécifique.

Ressources naturelles

La cupidité est une première raison qui pousse à faire la guerre. La carte de la cupidité devrait offrir une vue d'ensemble de tous les lieux au Katanga où des hommes armés pillent. Nous avons créé deux grilles : la carte des 'ressources naturelles' représente la richesse minérale renfermée dans le sol katangais. Elle comprend le type de minéraux trouvés et leur place dans les réserves estimées. La carte des 'ressources précieuses' représente les lieux les plus intéressants à piller. Ce sont des villages où plusieurs habitants possèdent des bâtiments en pierre et des véhicules motorisés²⁷.

Les données de la grille sur les ressources proviennent principalement des recherches géographiques existantes. En ce qui concerne certains cas spécifiques, nous avons ajouté quelques sites miniers qui nous ont été indiqués par des habitants lors d'entretiens sur place. Les données sur la carte des 'ressources précieuses' ont été collectées lors d'entretien avec la population locale.

Elections

IPIS distingue une motivation de guerre : le pouvoir. La carte du pouvoir reflète les zones où le pouvoir peut être pris ou perdu. En RDC, il existe deux systèmes de pouvoir parallèle qui ont été dans une certaine mesure intégrés. D'un côté, il y a le système étatique officiel offrant des postes emblématiques d'un certain niveau de pouvoir. De l'autre, l'on trouve un système traditionnel reposant sur le pouvoir coutumier. Pour les deux types de pouvoir, nous avons créé une carte séparée indiquant les zones où le pouvoir est un enjeu. La carte 'élections' donne une vue d'ensemble des résultats du scrutin des élections législatives de 2006 et du second scrutin des élections présidentielles dans la province. Les résultats des élections nous révèlent les bases de pouvoir des leaders politiques dans les différents territoires du Katanga et par conséquent les endroits où le pouvoir est contesté.

²⁷ Nous n'avons pu réunir des informations que sur les biens précieux dans les villages des territoires de Mitwaba, Malemba Nkulu et Pweto.

Assassinats de chefs La carte 'assassinats de chefs' est une grille historique qui indique les zones où les chefs locaux/traditionnels ont été intentionnellement et de manière sélective assassinés pendant les années de guerre²⁸. Les rivalités autour du pouvoir traditionnel est un phénomène répandu à travers tout le Katanga. Les incidents mortels sont une bonne indication de l'intensité des rivalités en question. Nous avons recouru aux résultats officiels publiés par la CEI (Commission Électorale Indépendante) pour dessiner la carte 'élections'. Les données sur les assassinats des chefs traditionnels ont été collectées lors d'entretiens avec la population locale et des experts à Lubumbashi.

Les griefs sont une troisième motivation de taille qui mobilise les belligérants. Ce sont en général des motivations que l'on attribue aux opposants à l'Etat. Comme les FARDC n'ont connu aucun cas de mutinerie, notre carte 'griefs' au Katanga représente les problèmes et les besoins des (anciens) combattants Maï-Maï (les rebelles). La traduction des motivations portant sur les griefs en termes géographiques est un défi conceptuel. En suivant les instructions de notre 'Manuel sur la cartographie des motivations dans les conflits'²⁹, nous avons essayé de répondre aux questions suivantes : quelles injustices les Maï-Maï dénoncent-ils ? Quels sont leurs besoins ? Et que veulent-ils réaliser ? Comme abordé plus haut, les milices Maï-Maï sont passés par trois phases. Au stade initial, les Maï-Maï revendiquaient le fait qu'ils protégeaient leur territoire contre l'envahisseur étranger. Pendant la transition, ils justifiaient leurs actions comme réaction contre la violence des FARDC contre la population. Les derniers Maï-Maï qui restent refusent actuellement tout démantèlement car ils attendent d'être reconnus et récompensés pour leur contribution à la défense du territoire congolais. Ils veulent réintégrer la société en retournant à la vie civile, chose difficile puisqu'ils ne sont plus acceptés dans leur village d'origine.

DDR Afin d'inclure ces griefs dans notre analyse, nous avons créé une carte 'DDR' qui offre une vue d'ensemble des différents groupes Maï-Maï qui sont toujours intégrés dans les diverses étapes du processus de DDR ou qui l'étaient encore récemment. Pour chaque groupe, le nombre d'anciens combattants est mentionné ainsi que l'organisation qui a été chargée de superviser leur reddition et le type de compensation qu'ils ont reçu³⁰. Les données sur lesquelles est basée la carte de DDR proviennent de la MONUC et du PAREC. La CONADER n'était pas en mesure de procurer les informations requises.

Ethnie Les conflits ethniques sont certainement les exemples les plus célèbres de guerres reposant sur des griefs. Pour inclure le facteur d'ethnicité dans notre recherche, nous avons ajouté 'une carte ethnique' qui dépeint les groupes ethniques les plus importants au niveau des différents secteurs et des différentes chefferies. C'est pour cela que nous avons dû dessiner des frontières administratives supplémentaires sur nos cartes basées sur l'atlas

²⁸ Il est frappant de constater que les massacres ont eu lieu dans la même région. A notre connaissance, aucun massacre n'a été perpétré en dehors du territoire de Mitwaba.

²⁹ Une première version sera publiée sur le site d'IPIS (www.ipisresearch.be) en août 2007.

³⁰ Les données sur certains groupes ne sont pas complètes. Les données manquantes sur le processus de DDR (combien de combattants? Combien d'armes à feu) sont un problème important au Katanga. Les statistiques restreintes qui sont disponibles sur le site internet de la CONADER en sont un exemple marquant. Les données sont tout aussi obscures et difficiles à obtenir auprès de PAREC.

du CEPAS (Centre d'Etudes Pour l'Action Social) consacré à l'organisation administrative de la RDC. Les données sur la division des différentes ethnicités ont été collectées par un expert local engagé par IPIS. Cette estimation grossière diverge plus que probablement de la réelle situation démographique mais elle reste un élément d'information fort utile.

Sécurité alimentaire

La quatrième et dernière motivation abordée dans ce rapport est la sécurité/survie. Une carte de la survie doit présenter toutes les données géographiques qui permettent la satisfaction des besoins physiologiques les plus élémentaires de l'être humain ainsi que les zones où celui-ci peut se cacher quand sa sécurité physique est menacée. Nous avons conçu deux grilles séparées. La première grille appelée 'sécurité alimentaire' indique les principales zones d'accès à la nourriture, au logement, et à l'eau telles que les rivières, les terres arables, les viviers de poissons et les zones urbaines. Il s'agit d'une version avancée de la carte basique du 'Katanga' dont nous avons mis en évidence les zones les plus pertinentes.

Refuges

La carte 'refuges', notre deuxième grille de sécurité, définit les zones de jungle et de montagnes prédominantes car ce sont les endroits où les combattants sont les plus susceptibles trouver refuge. Cette carte est constituée par la combinaison entre une carte sur les terres arables qui existe déjà et une carte sur le relief. Les zones de végétation dense sont indiquées en vert³¹. Les pentes dont l'inclinaison est supérieure à 20% sont indiquées en brun. Quand les deux conditions sont réunies, la zone est indiquée en rouge. Nous avons également ajouté une zone tampon de 20 km autour de chaque chef-lieu de district et 10 km autour de chaque route car nous pouvons facilement supposer que ces zones sont régulièrement surveillées par les FARDC ou par la police. IPISD pose ici ce critère général comme principe tout en sachant que celui-ci ne tient pas compte de la spécificité de certaines situations et qu'il doit donc être encore discuté et précisé.

La carte 'rapports'

Rapports

La carte 'rapports' est la version cartographique d'un chapitre renvoyant à une rubrique 'plus d'infos/plus de références'. Elle comprend une seule grille affichant un certain nombre d'hyperliens. Ces liens sont liés à des lieux spécifiques et permettent de diriger l'utilisateur vers des rapports, des analyses, des articles et d'autres documents écrits sur la zone en question. Les hyperliens qui renvoient vers les documents portant sur les questions de sécurité dans toute la région du Katanga ont été repris sous la rubrique 'la capitale de Lubumbashi'.

³¹ La carte de la végétation dense est une compilation de quatre catégories de végétation dense tirées d'une carte sur l'affectation des sols, créée par l'UCL (Université Catholique de Louvain).



Mine artisanale de Lunga, février 2007. Photo fournie par Ingrid Koeck.

Deuxième partie : Analyse

Avant d'entamer ce rapport, nous nous sommes concertés avec des experts originaires de Belgique et de la RDC. Des échanges ont eu lieu et ont abouti à la décision d'opter pour quatre zones qui présentaient des problèmes inquiétants en matière de sécurité. Pour des raisons de facilité, nous les avons nommées le Nord, la Ceinture de cuivre, le Centre et l'Est.

Le Nord

Le nord de la province abrite le berceau du mouvement Mai-Mai. Les premiers groupes de Mai-Mai katangais ont été créés dans le territoire du Nyunzu qui était limitrophe du Sud Kivu et du territoire de Kalemie qui étaient tombés en 1998 aux mains du RCD et que les Mai-Mai fuyaient. Le phénomène Mai-Mai allait bientôt s'étendre à tout le nord, l'est et le centre de la province.

Nyunzu

Katanga Le territoire du Nyunzu est sans doute une des régions du Katanga les plus reculées. Il y a peu d'infrastructures dignes de ce nom, les soins de santé sont très limités et l'accès à la nourriture et à l'eau potable peut se révéler parfois très difficile. La situation est particulièrement dramatique au Nord Lukaga, le secteur du Nyunzu le plus situé au nord. Il est intéressant de noter que la MONUC y est absente et qu'aucune de ses équipes d'observateurs militaires ne couvre la région en raison de problème d'accès.

MONUC

Situation

Mai-Mai

La part septentrionale de la province abrite la plus grande présence active de Mai-Mai de tout le Katanga. Deux groupes opèrent à partir des territoires de Kongolo et de Nyunzu. La plus grande milice, Rahiya Mutumboki, opère depuis la province du Maniema. Rahiya Mutumboki n'est pas au sens strict du terme un groupe Mai-Mai. Il s'agit plutôt d'un groupe d'autodéfense créé par la population locale qui voulait défendre son territoire contre l'agression du FDLR et des groupes Mai-Mai³². Il est dirigé par Mr Simphorian, son assistant est Mulundi Delphin. Les estimations quant à leur nombre varient. Les Rahiya se présentent comme des pacificateurs et sont considérés comme tels par la population civile³³. Il existe des contacts réguliers entre les FARDC et ce groupe et les négociations sont toujours en cours. Pour ce qui concerne le deuxième groupe, la communication est plus problématique. Si leur nombre est plutôt limité, les Mai-Mai du capitaine Kafuku Numbi font montre d'une attitude très agressive. On dit que le capitaine Kafuku, un ancien membre des FAZ, se comporte de la sorte car il ne serait pas content du grade de capitaine qui lui a été accordé lors de son intégration dans les FARDC³⁴. Apparemment, il espérait mieux.

Développements récents

Il semble que Kafuku auraient en mai suspendu ses activités dissidentes et que son groupe aurait été démantelé. Rahiya Mutumboki y est probablement pour quelque chose³⁵.

Incidents

Dans notre carte 'incidents', nous n'avons pu trouver que très peu de preuves d'activités Mai-Mai. S'il y a des groupes Mai-Mai actifs dans la région, ceux-ci ne sont certainement pas impliqués dans des violations des droits de l'homme³⁶.

DDR

Parallèlement aux groupes Mai-Mai actifs opérant dans le territoire

³² Entretiens menés par IPIS à Kalemie en mars 2007.

³³ Entretiens réalisés en mai 2007 par un chercheur local à la demande d'IPIS.

³⁴ Source écrite confidentielle de la MONUC, Avril 2007.

³⁵ Entretiens réalisés en mai 2007 par un chercheur local à la demande d'IPIS.

³⁶ Tous les observateurs internationaux avec lesquels IPIS s'est entretenu lors de missions sur le terrain s'accordent pour attribuer la très grande majorité des violations des droits de l'homme commises par des (anciens) combattants aux FARDC.

du Nyunzu, il y a également de nombreux anciens combattants dans la région. La plupart d'entre eux (plus de 1000) ont été désarmés soit par la CONADER, soit via la programme de CRK. Les derniers rendirent leurs armes en décembre 2006 et à ce jour, la majorité d'entre eux est intégré dans un programme de réinsertion CRK. Jusqu'à peu, ces ex-Maï-Maï étaient concentrés dans la ville de Nyunzu où ils vivaient sur le dos de la population locale. Désormais, ils sont dispersés et ne présentent plus de menace sécuritaire.

Parmi les anciens combattants, l'on compte également le groupe du major Mundusi, le leader le plus prédominant des pygmées Maï-Maï de la région. La présence d'un grand groupe de pygmées au sein des Maï-Maï dans le Nyunzu demeure exceptionnelle comparée aux autres mouvements Maï-Maï sur le territoire congolais. Des tensions ethniques existent entre la population bantoue et pygmée de Nyunzu. (CASE 4)

CASE 4 : les pygmées du Nord Tanganyika

Dans le dialecte Ingo, les pygmées du Nord Tanganyika (les Batwa) forment un peuple dit 'indigène'. Ils sont les premiers habitants de la région mais en raison d'événements historiques, ils ont été marginalisés. Au sein de la population pygmée, il existe des frustrations dues aux discriminations subies, aux moqueries et au mépris dont ils font l'objet de la part de leurs 'maîtres' bakalanga et holoholo. Nous ne disposons pas de chiffres fiables sur le nombre de pygmées dans la région mais l'on peut raisonnablement affirmer que ceux-ci sont sous-représentés dans l'administration locale³⁷. Leur situation sociale est encore pire. En effet, la majorité des Batwa sont pauvres et illettrés.

Le passage de différentes rebellions à travers le Tanganyika a entraîné une forme de réveil des consciences politiques. Les Batwa prirent les premiers part au mouvement Maï-Maï contre l'occupation par le RCD³⁸. Les Pygmées estimaient devoir être pris au sérieux puisqu'ils étaient armés. Ils n'acceptaient plus l'autorité que les représentants bakalanga et holoholo de l'Etat congolais exerçaient sur les territoires sur lesquels leurs ancêtres avaient traditionnellement régné. Leur comportement agressif a dégénéré en de sérieuses violations des droits de l'homme, tels que le viol de femmes bantoues³⁹.

Les pygmées sont sortis des guerres du Congo aussi frustrés qu'ils y sont entrés. La défense du territoire congolais contre la rébellion du RCD assumée par les pygmées n'a pas été reconnue. A l'exception du major Mundusi, aucun grade militaire d'envergure n'a été attribué à un ancien combattant pygmée. Il y a

³⁷ En prenant comme exemple la base arrière traditionnelle des pygmées dans le Nord Lukuga, IPIS a entendu des estimations allant de 2 à 55% de la population. Le large spectre de ces estimations sont dues au fait que les Batwa vivent dans des régions reculées et ont tendance à déplacer leur village de temps en temps.

³⁸ Il est plus que plausible qu'ils se trouvaient parmi les initiateurs du mouvement Maï-Maï du Tanganyika.

³⁹ Entretiens réalisés par IPIS à Kinshasa et à Kalemie en mars 2007.

⁴⁰ L'ONG PPI (Promotion des Populations Indigènes) a reçu une série de plaintes de cette nature.

⁴¹ Entretiens réalisés en mai 2007 par un chercheur local à la demande d'IPIS.

été question d'un incident où la CONADER a remplacé des noms de pygmées par des faux noms bantous lors de l'inscription des combattants Maï-Maï au processus DDR⁴⁰.

Cependant, malgré les frustrations considérables vécues par les communautés pygmées en général et les anciens combattants en particulier, les tribus bantoues et pygmées vivent actuellement en paix les unes aux côtés des autres comme c'était le cas avant la guerre⁴¹.

FARDC

Du côté des FARDC, il ne reste qu'une seule compagnie du 683^{ème} bataillon. Ces troupes sont stationnées dans la ville de Nyunzu. Jusqu'à peu (mai 2007), un bataillon entier était déployé dans la région et la compagnie du 683^{ème} bataillon était fréquemment déployée dans un petit village appelé Lunga situé à plus de 153 km du Nord de Nyunzu. Les 600 soldats ont tout tenté pour empêcher leur départ pour le brassage. Le 14 avril 2007, ils ont même désobéi aux ordres de l'état-major à Kinshasa qui leur ordonnait de partir pour Kamina, ignorant le train qui les attendait⁴².

Motivations

Refuge Sécurité alimentaire

Les Maï-Maï Kafuku opèrent depuis la zone frontalière entre Kongolo et Nyunzu. Si l'on étudie cette zone sur nos cartes dynamiques, il est frappant de constater qu'elle combine les caractéristiques idéales d'un refuge avec à proximité des réserves en nourriture. Si c'était l'intention de Kafuku d'empêcher sa bande de guerriers de fomenter des troubles, il n'aurait pu choisir de meilleure place dans toute la région car ses quartiers-généraux sont situés entre des fortes pentes, couvertes d'une dense végétation, loin des grandes routes et des principaux villages. Cependant, même si la zone est propice à la survie, elle offre peu d'occasion de faire des profits. C'est pour cela qu'il est peu probable que le but principal du groupe soit de chercher à s'enrichir. La zone est dépourvue d'importants sites riches en ressources naturelles. Plus à l'est, le sol regorge de bien plus de ressources. Plus haut, nous avons souligné que la motivation de Kafuku derrière la création de son mouvement dévoyé était la rancœur qu'il entretient vis-à-vis du rang militaire qu'il a reçu. Si ceci était vrai, nous nous attendrions à ce que celui-ci provoque autant de remue-ménage que possible pour se faire entendre. Rien sur notre carte 'incidents' ne vient soutenir cette affirmation.

Ressources naturelles

Incidents

⁴² Radio Okapi, Nyunzu : 600 militaires refusent d'aller au brassage, 17 avril 2007.

DDR

Pour certains de ses combattants, la rancœur a pu jouer un rôle important pour rejoindre son mouvement Maï-Maï. Kafuku est arrivé dans la région en février 2007 en compagnie de 10 autres hommes. Après s'être assuré des recrues supplémentaires, leur nombre est passé à 300 qui exhibaient 50 AK 47⁴³. L'on suppose que parmi ses recrues, il y avait des Maï-Maï mécontents qui avaient été démobilisés⁴⁴. Cela peut paraître étonnant car Nyunzu est le seul territoire au Katanga où les programmes de réinsertion des anciens combattants ont été lancés. Ces programmes ont toutefois démarré en mars 2007, un mois après l'arrivée de Kafuku, ce qui expliquerait pourquoi les anciens Maï-Maï ont rejoint son groupe et sans doute aussi pourquoi Rahiya Mutumboki est parvenu à les démanteler au bout de 4 mois.

Les unités des FARDC de Nyunzu affirment depuis toujours que leur présence était nécessaire pour protéger la population contre les derniers éléments Maï-Maï. Toutefois, quand ils ont reçu l'ordre de régler le problème Kafuku dans le nord, ils ont refusé d'agir si certains arriérés ne leur étaient pas payés⁴⁵. Ironiquement, c'est une milice populaire qui a résolu la question. Invoquer les problèmes d'insécurité pour justifier son déploiement et puis refuser de les régler défie toute logique. Si la protection de la population locale ne semble pas être la véritable motivation de la présence des FARDC dans la région, l'arrivée des milices de Kafuku leur aura fourni un prétexte crédible.

Elections

Des éléments soutiennent l'hypothèse que la présence des FARDC à Nyunzu pour des raisons de pouvoir. Au sein de la MONUC, l'on affirme que les unités des FARDC et des PNC loyales à Kabila ont chassé de nombreux pygmées de leurs maisons et de leurs villages à la veille des élections de 2006 car ceux-ci votent habituellement en faveur du PRM, le parti politique des Maï-Maï⁴⁶. D'un autre côté, tout le territoire n'a fourni qu'un siège au parlement et lors des élections présidentielles, de nombreux pygmées se sont inscrits sur les listes et ont voté massivement en faveur de Joseph Kabila⁴⁷.

Sécurité alimentaire Ressources naturelles

Si l'on se remémore le déploiement des troupes FARDC à Lunga et dans les environs, l'explication la plus importante de cette présence militaire continue s'éclaire tout à coup. En regardant nos cartes, nous découvrons que les villageois de Kamuna et de Mubimbe n'offrent que peu de choses en termes d'agriculture mais qu'ils sont par contre riches en or. La présence de ces ressources naturelles dans la région est connue depuis un certain temps. Mais le potentiel considérable qu'offrent les mines d'or de Lunga n'a été découvert qu'en avril 2002⁴⁸. L'endroit est très vite devenu une espèce d'Eldorado. Au départ, ce sont principalement les sujets du chef traditionnel Mubimbe qui ont profité de l'extraction aurifère. Mais très vite,

⁴³ Entretiens réalisés par IPIS à Lubumbashi en avril 2007.

⁴⁴ Source écrite confidentielle de la MONUC du 3 avril 2007.

⁴⁵ Ibidem.

⁴⁶ Courrier électronique avec une ONG qui milite pour les droits des Pygmées, mai 2007.

⁴⁷ Entretiens réalisés en mai 2007 par un chercheur local à la demande d'IPIS.

⁴⁸ Entretiens réalisés par IPIS à Kalemie en avril 2007.

d'autres chercheurs d'or sont arrivés. Un large spectre d'acteurs administratifs et militaires ont eux aussi tenté de s'enrichir grâce à l'or découvert à Lunga, particulièrement en exploitant les mineurs. Militairement, entre 2002 et 2007, la mine a été consécutivement sous le contrôle des soldats Maï-Maï sous le commandement de Tango 4, des soldats FARDC de la brigade de Kalemie et des soldats des FARDC du bataillon de Nyunzu. D'octobre à novembre 2006, des soldats de ce dernier groupe se sont battus pour le contrôle du site⁴⁹. Rien ne permet d'affirmer avec clarté si des tirs ont même été tirés mais pendant plus d'un mois, le site de Lunga a été divisé en deux zones, l'une sous le contrôle des FARDC Nyunzu sous le commandement du major Boulot (ex-gouvernement) et l'autre sous le contrôle des FARDC Kongolo sous le commandement du capitaine Mamadou (un ex-MLC)⁵⁰. Les deux unités militaires, toutes armes dehors, refusaient de céder du terrain et attendaient les ordres des QG régionaux à Lubumbashi. En attendant, la population civile, effrayée par les tensions persistantes, ont fui massivement dans la jungle ou ailleurs⁵¹. Finalement, les ordres sont venus de Lubumbashi, et le capitaine Mamadou et ses soldats sont repartis pour Kongolo. Le major Boulot est resté aux côtés de ses 60 soldats de diverses origines. Ils ont commis de graves violations des droits de l'homme incluant des pillages, des arrestations illégales, des extorsions et des attaques⁵². Bon nombre de ces crimes sont directement liés à l'activité minière de la région.

Développements récents

La situation actuelle s'est calmée. Les 60 soldats qui patrouillaient et contrôlaient la région de Lunga sont partis. Coïncidence ou non, l'or serait moins facile à trouver. La PNC (Police Nationale Congolaise) assume désormais la tâche de sécuriser Lunga et les autres sites miniers. Les problèmes que rencontrent la population locale sont cependant loin d'avoir été résolus. La population civile de Lunga continue de vivre dans la peur des autorités. Les militaires sont partis mais la PNC possède des mitrailleurs⁵³. Si leurs rapports avec la communauté locale se sont améliorés, de

⁴⁹ Pour expliquer brièvement comment deux unités de la même armée en arrivent à s'opposer l'une à l'autre : Nyunzu est un des territoires occupés par le RCD au cours des guerres au Congo. Sous le contrôle du RCD, la structure de commandement de la région a été modifiée. Il y avait deux zones militaires au Katanga. La première comprenait Kalemie, Moba et Manono et est tombée sous le contrôle de la brigade de Kalemie. Kongolo, Kabalo et Nyunzu constituaient la seconde zone et étaient occupés par la brigade de Kongolo. Quand les brigades de Kalemie et de Kongolo sont parties en brassage, les structures du RCD ont été abandonnées et tous les territoires du Katanga sont tombés sous le commandement des QG régionaux de Lubumbashi. Le capitaine Mamadou et son unité formaient donc un vestige du système RCD, le major Boulot était le remplaçant issu du 'nouveau système'.

⁵⁰ Entretiens réalisés en mai 2007 par un chercheur local à la demande d'IPIS.

⁵¹ Par ailleurs, les représentants officiels armés n'étaient pas les seuls à se battre pour la zone aurifère; les différentes autorités politiques et administratives étaient également impliquées dans ce conflit. L'administrateur du territoire de Nyunzu ainsi que le chef traditionnel Mubimbe revendiquaient le droit de lever des taxes sur les activités minières menant à une double taxation. Cette dissension d'ordre fiscal a viré à la lutte physique quand les alliés du chef Mubimbe ont attaqué l'administrateur de territoire qui passait beaucoup de temps à Lunga. Le chef Mubimbe fut poursuivi pour l'attaque et réside actuellement à Kalemie en liberté surveillée.

⁵² Source écrite confidentielle de la MONUC source, février 2007.

⁵³ Il est intéressant de noter que la PNC souffre des mêmes divisions internes que les FARDC. La PNC du district du Tanganyika est composée d'agents du gouvernement et d'anciens agents du RCD. Ils ont été brassés mais ne fonctionnent pas pour autant comme une force unie.

⁵⁴ Entretiens réalisés en mai 2007 par un chercheur local à la demande d'IPIS.

nouveaux cas de violations des droits de l'homme ont été rapportés⁵⁴.



Ruines industrielles de Shinkolobwe, mai 2007

La Ceinture de cuivre (*la Copperbelt*)

La ceinture de cuivre comprend l'axe Lubumbashi-Likasi-Kolwezi. Depuis l'offensive de l'AFDL de 96-97 vers Kinshasa, le territoire est toujours resté aux mains du gouvernement congolais de Kinshasa.

Situation

**Maï-Maï
MONUC
FARDC**

La présence d'(anciens) combattants dans la région de la ceinture de cuivre est restreinte. Le célèbre seigneur de guerre, Gédéon qui est, depuis sa reddition, retenu à Lubumbashi, est probablement le seul Maï-Maï d'importance dans la région. Les QG régionaux de la MONUC sont également à Lubumbashi mais il s'agit là de leur seul refuge dans toute la région de la ceinture de cuivre. Contrairement aux FARDC qui sont présentes dans diverses parties de la région. La 64^{ème} brigade de Lubumbashi et le 65^{ème} de Kolwezi ont toutes les deux été envoyées à Kamina pour y être brassées. Mais dans les deux cas, un bataillon est resté. En dehors des deux bataillons, les unités de la garde présidentielle et la justice militaire sont également présentes sur le terrain. En plus, les

petits groupes armés composés d'(anciens) combattants sont dispersés sur toute la région. Il n'est pas aisé de connaître le nombre de soldats dans la ceinture de cuivre ni où ils sont stationnés et ce, pour plusieurs raisons. Le premier problème : de nombreux éléments de la FARDC sont habillés en civils, même pendant leur service. Deuxièmement, les représentants officiels en uniformes et en armes ne sont pas tous des soldats de la FARDC. Les agents de l'état congolais qui portent des armes sont membres des FARDC, des GSSP, de l'ANR, de la 'Police Nationale', de la 'Police Militaire', de la 'Police Criminelle' (bureau 2) ou de la 'Police des Mines'. Troisièmement, et ceci est important, les représentants officiels de l'état ne sont pas les seuls à arborer des armes. Des agents de sécurité privés en sont un exemple mais également les déserteurs des FARDC qui n'ont pas rendu leurs armes.

Motivations

Sécurité alimentaire

Si la plus grosse partie des troupes des FARDC a quitté la ceinture de cuivre pour être brassées, des petites unités et des soldats individuels sont toujours disséminés dans les régions minières. Aucune raison impérative de sécurité ne requiert leur présence. Nous devons donc considérer d'autres facteurs pour expliquer celle-ci. Notre carte 'survie' démontre que la ceinture de cuivre est une région principalement agricole. Si la nourriture n'est pas facilement accessible dans les sites miniers, elle n'est jamais très loin ; indubitablement, le soldat congolais moyen et son commandant préfèrent patrouiller sur le sol fertile de la ceinture de cuivre que dans une zone pauvre telle que celle de Mitwaba. Les énormes gisements de minéraux de la région, autrefois le moteur de l'économie d'état du Zaïre, sont évidemment très attirantes. La région est de loin la plus riche de la province et probablement de toute la RDC. Un soldat malin peut sans problème tirer profit de la ceinture de cuivre.

Ressources naturelles

Elections

Un troisième élément pourrait expliquer le déploiement des FARDC dans la région. Récemment, les relations entre les Katangais du Nord et du Sud ont été tendues à plusieurs reprises. En dépit d'un long séjour à l'étranger, les Kabila père et fils sont tous les deux considérés comme des Luba du Nord. En conséquence, la popularité du président est moindre dans le sud de la province et si l'on en croit les résultats du 2^{ème} tour des élections présidentielles, c'est particulièrement le cas dans la région de la ceinture de cuivre. Dans ce domaine, la présence des FARDC pourrait remplir un rôle de pouvoir en réaffirmant l'autorité de l'état

Nous abordons plus loin la présence des unités des FARDC et des GSSP dans plusieurs mines de la ceinture de cuivre. Nous ne pouvons qu'élaborer à partir de certains cas spécifiques. Des différences dans la situation d'insécurité peuvent bien sûr exister dans chaque site minier, mais les exemples suivants devaient donner une vue claire du rôle des anciens combattants sur place.

Shinkolobwe

La mine de Shinkolobwe est située à 301 km de Likasi et de Kambove. C'est un des lieux les plus célèbres de la RDC. Non seulement grâce à l'hétérogénite trouvée à Shinkolobwe fortement chargée en cobalt mais surtout parce que celle-ci est particulièrement riche en uranium. En raison de ces matières dangereuses, les autorités coloniales belges ont recouvert de béton les principaux puits de la mine de Shinkolobwe en 1960. Mais cela n'a pas empêché certains de creuser à Shinko et de 1997 à août 2004, quelque 6000 mineurs artisanaux ont vécu et travaillé dans la région⁵⁵. En janvier 2004, l'accès au site fut interdit sur décret présidentiel. Toutefois, à la suite d'un grave effondrement en juillet 2004, il fut complètement abandonné.

L'accès au site n'est pas aisé en raison des mauvaises conditions d'entrée par la route qui se sépare de la route de Likasi-Kambove. C'est pour cela que pendant la saison des pluies, les vélos et les motos sont utilisés pour se déplacer. Pas un seul village n'est situé le long de cette piste.

Derrière le site minier, une autre piste conduit à la route de Likasi-Kambove. En face de la première route, quatre villages sont situés le long de la route. Au départ de Shinkolobwe, elle traverse : Kimpese, Mukumbi, Sandra et Lumba. Près du village de Kimpese, une petite mine est située à 7 km de Shinkolobwe. En raison de cette mine, des groupes de creuseurs sont venus ces dernières années grossir le nombre d'habitants de Kimpese.

Le site est gardé par des hommes armés qui ne portent que rarement un uniforme. Auparavant, il s'agissait d'une équipe mixte composée de membres de la GSSP, du Bureau 2 et de la justice militaire qui patrouillaient sur le site mais désormais cette responsabilité n'incombe plus qu'aux soldats de la justice militaire des FARDC. Ces gardes sont stationnés à l'entrée de la mine, à 200 mètres du premier puits et +/- 1 km de la principale mine. Ils surveillent fréquemment toute la zone minière. En théorie, il existe un système de rotation pour les gardes mais au moins l'un d'entre eux, un certain 'Alpha', est là depuis la fermeture de la mine⁵⁶.

L'activité minière artisanale est toujours une activité quotidienne à Shinkolobwe. Un premier groupe de mineurs entrent la mine par le côté de Kimpese⁵⁷. Ayant travaillé dans les mines d'uranium avant la fermeture, ils connaissent très bien la région. Ils opèrent en secret en petites équipes et sans l'autorisation des patrouilles. Un second groupe entre via la principale route. Les creuseurs négocient un droit d'entrée avec le commandant et un soldat les accompagne vers les 'meilleurs' puits⁵⁸. Le prix d'entrée varie mais en général les creuseurs doivent restituer la moitié

⁵⁵ Les travailleurs artisanaux ont été complètement exposés aux radiations. Ils vivaient dans des petites huttes dans la périphérie du site minier. Ils n'avaient pas accès à l'eau potable car toutes les sources d'eau de la région étaient polluées par des métaux lourds et même radioactifs. Pour ces raisons, les risques qu'ils développent un certains types de cancers sont élevés.

⁵⁶ Entretiens réalisés en mai 2007 par un chercheur local à la demande d'IPIS.

⁵⁷ Ibidem.

⁵⁸ Ibidem.

de leurs recettes⁵⁹. Les mineurs laissent leur vélo à l'entrée de la mine. Au moins un groupe entre dans la mine sur l'autorisation d'un officier haut gradé du tribunal militaire des FARDC. Tous les minéraux qu'ils ramassent appartiennent à l'officier des FARDC, les travailleurs recevant une paie fixe. Plus d'un magistrat est impliqué, voire même un avocat général⁶⁰. Les activités décrites plus haut se poursuivent nuit et jour. Le transport des minéraux vers Likasi se déroule principalement la nuit.

Luisha

Luisha est un petit village minier sur la route de Lubumbashi à Likasi. Plusieurs mines sont situées dans les environs de la ville : le site de Hewa Bora, le site de Mbola, le site de Luisha et le site de Kateketa. Certains sont exploités par des opérateurs miniers d'envergure tels que la CMSK (Compagnie minière de Sud Katanga) qui détient une concession pour extraire les minéraux de la mine de Hewa Bora. D'autres sites sont opérés par des plus petits acteurs souvent d'origine libanaise ou chinoise.

Le personnel armé provenance d'un large spectre de services de l'état est stationné dans le ville de Luisha ou dans les environnements miniers. La plupart d'entre eux viennent de la PNC ou la police des mines. Les soldats fréquentent également la zone. De temps à autre, et de manière irrégulière, on aperçoit des éléments des FARDC dans les environs de Luisha. Par contraste, les GSSP sont, elles, constamment et très ostensiblement présentes⁶¹. Officiellement, elles patrouillent sur les sites afin de contrôler les travailleurs pour s'assurer qu'ils se plient aux procédures existantes. On les aperçoit principalement dans la mine où ils semblent avoir un intérêt spécial. Les soldats de la GSSP stationnés là-bas exigent un droit d'entrée qui varie entre 700 et 1000 dollars pour chaque camion chargé de minerais qui veut quitter le site. Sous l'autorité du général Kifwa, les soldats de la GSSP autorisent les chauffeurs à quitter la mine et à rouler directement à Lubumbashi en toute tranquillité sans que personne ni aucun service d'ailleurs ne les dérangent⁶².

⁵⁹ Quand les GSSP, la Brigade 2 et l'unité de justice militaire brassées gardaient le site, le droit d'entrée variait en fonction des moyens du mineur et de l'humeur des soldats en service. Il ne dépassait jamais les 100 dollars par personne. Ils recevaient environ 50 dollars par sac vendu de 25 kg d'hétérogénite en provenance de Shinkolobwe, les contraignant à vendre au minimum trois sacs pour rentrer dans leurs frais.

⁶⁰ Entretiens réalisés en avril et mai 2007 par un chercheur local à la demande d'IPIS.

⁶¹ Entretiens réalisés par IPIS à Lubumbashi en mars et avril 2007.

⁶² Ibidem.



*L'ancien gouverneur Mukena rencontre le leader Mai-Mai Mvwende
Photo fournie par le Musée Royal d'Afrique centrale de Tervuren*

Le Centre

Chaque fois que nous utilisons la description du centre du Katanga dans ce rapport, nous faisons référence aux territoires de Mitwaba, Malemba Nkulu et Bukama. Si la guerre contre le RCD n'a jamais réellement atteint le centre du Katanga⁶³, la région a traversé une période de transition particulièrement difficile et sanglante. Elle était située directement derrière la ligne de front. C'est ainsi que pendant la guerre, les groupes de défense populaires étaient organisés dans le cas où le RCD poursuivrait son avancée. Plus tard, le FAP se sont tournés vers les groupes Mai-Mai qui commençaient à représenter une menace et même à terroriser la population locale. Le fief de plusieurs leaders Mai-Mai célèbres, tels que Kabale, Makabe ou Gédéon se trouve dans cette région. Les massacres et les violations des droits de l'homme au Katanga ont conduit à la délimitation de deux triangles de la mort, dont la plus grande partie se situe dans les territoires du centre du Katanga.

⁶³ A l'exception du nord est.

Malemba Nkulu

Katanga

Situé au coeur du Katanga, Malemba Nkulu est éloigné des principales routes ou voies ferroviaires et se trouve donc un peu isolé. Le fleuve Congo coupe le territoire en deux. Sa caractéristique la plus marquante est le Lac Upemba qui sert à la pêche. Le sol autour du lac, particulièrement la rive droite du fleuve Congo est particulièrement fertile et joue un rôle important dans la production alimentaire de la région. Quoiqu'il ne puisse pas être comparé à la ceinture de cuivre qui regorge d'énormes richesses minérales, le territoire de Malemba Nkulu est relativement riche en termes de ressources naturelles.

Situation

Maï-Maï

La violence des Maï-Maï s'est interrompue en 2005 sur la rive ouest. A l'époque le territoire était sous le contrôle de Makabe, le 'parrain' du mouvement Maï-Maï katangais. Jusqu'à ce jour, il continue d'exercer une influence importante dans la région. Makabe a renoncé à la vie de chef de milice et s'est retiré dans un village appelé Musao. Selon la MONUC et FARDC estiment à approximativement 1000 (anciens) combattants et leurs familles qui le suivent. Après leur démobilisation, les anciens guerriers Maï-Maï se sont reconvertis à l'agriculture mais il se murmure qu'ils pourraient être réactivés à tout moment, surtout qu'ils disposent toujours d'armes à feu. Vers août 2005, un nombre de miliciens de Makabe avaient rendu leurs armes dans le cadre du programme de l'ONG congolaise PAREC '*des vélos contre des armes*'. Le programme fut un succès partiel mais PAREC n'est clairement pas parvenu à désarmer les Maï-Maï de Makabe. On ignore le nombre d'armes qui ont été conservées et la MONUC hésite à aborder la question d'un désarmement supplémentaire avec le groupe de crainte de créer des troubles. La question est pourtant plus qu'une rumeur. Le groupe s'est comporté de manière inquiétante pendant les élections de 2006 alors qu'on craignait qu'ils ne sèment des troubles si Joseph Kabila n'était pas élu. Les liens entre Makabe et certaines personnalités luba puissantes sont établis (CASE 5). En octobre 2006, au second tour des élections présidentielles, les observateurs du scrutin ont pu voir certains de ses hommes se promener avec des armes.

CASE 5 : Makabe et ses protecteurs

Au lendemain de la fuite de Mobutu en 1997, le système de pouvoir traditionnel fut sérieusement compromis par la nomination du gouverneur Gaëtan Kakudji. A plusieurs reprises, les autorités provinciales de Malemba Nkulu placèrent leurs 'gens' à des postes influents, en niant les traditions locales et en écartant les chefs traditionnels. Makabe était l'un d'entre eux qui fut nommé chef des Maï-Maï et qui reçut officiellement le grade de général en 2000⁶⁴. Les membres puissants de la famille de Makabe, son neveu le général John Numbi et son oncle le gouverneur

⁶⁴ Autre exemple célèbre : Mvwende, un leader Maï-Maï leader nommé par le gouverneur Mukena chef du village de Kabumbule, lieu de naissance de Mukena. ASADHO, CDH & CVDHO, *Nord-Katanga. Attaques délibérées contre la population civile*, octobre 2003, 42 p.

Ngoy Mukena, lui ont accordé le soutien financier, moral et politique nécessaire lui permettant de diriger une grande organisation paramilitaire opérant dans tout le Malemba et dans des parties des territoires voisins, Bukama et Kabongo. Le gouverneur Mukena a nommé Makabe responsable de la sécurité dans le Malemba Nkulu au moment où le général Numbi donnait l'ordre aux FARDC de quitter Malemba Nkulu⁶⁵.

A plusieurs occasions, les trois hommes se sont rencontrés à Musao, la ville d'origine et le QG de Makabe, où ce dernier a reçu une moto, des vélos, de l'argent et d'autres marchandises⁶⁶.

Des témoins ont attesté sur papier et sur bande des liens proches entre Makabe, Numbi et Mukena⁶⁷. Ces témoignages affirment que Mukena et Numbi étaient au courant des graves violations des droits de l'homme perpétrés par Makabe et ses Maï-Maï mais qu'ils se sont abstenus d'engager des actions contre lui. Certaines déclarations à la presse du gouverneur Mukena permettent également de déduire que celui-ci était au courant des crimes commis par les Maï-Maï⁶⁸. Les relations de Makabe avec des personnalités baluba puissantes qui pourraient être tenues responsables des crimes horribles qu'il a commis expliquerait pourquoi son groupe n'a pas été inquiété à ce jour, même si les autorités sont parfaitement conscientes qu'il n'a pas rendu toutes ses armes.

Sur la rive orientale, contrôlée par Gédéon, les attaques des Maï-Maï contre les civils ont persisté au-delà de 2005. Actuellement, la plus grande partie des problèmes d'insécurité a été résolue. Lors d'une opération d'envergure, les FARDC ont nettoyé la zone des Maï-Maï qui ont fui vers le Parc Upemba. A ce jour, presque la totalité des réfugiés à l'est de Malemba Nkulu sont rentrés chez eux mais bon nombre d'entre eux ont toujours besoin d'aide et il faudra du temps à la région pour se remettre de l'énorme destruction sociale et économique dont elle a été victime.

FARDC

Au sein de la structure militaire actuelle de la 6^{ème} région militaire, le territoire de Malemba tombe sous l'autorité de la 67^{ème} brigade de Manono. Un seul bataillon, le 673^{ème}, est stationné à la cité de Malemba où il séjourne le plus souvent. Généralement, le 673^{ème} bataillon jouit d'une réputation moindre que celle de ses collègues de Mitwaba ou d'ailleurs.

Développements récents

Le 4 juillet 2007, l'administrateur de Malemba se rendra à Musao pour tenter de régler un conflit sérieux qui opposait Makabe à un marchand de Kamina. Selon l'OCHA, l'administrateur abordera la poursuite de la démobilisation de Makabe et de son groupe⁶⁹.

⁶⁵ MONUC, *Mission to Malemba Nkulu*, 24/09/03, 10 p.

⁶⁶ Sources confidentielles, Malemba Nkulu.

⁶⁷ Ibidem.

⁶⁸ IRIN, *Soupçonnés de cannibalisme, 8 000 miliciens Maï Maï sont désarmés au Sud Katanga (RDC)*.12/02/03.

⁶⁹ OCHA, *Situation report*, 26 février – 2 mars 2007.

Motivations

Ressources naturelles

Refuge

Sécurité alimentaire

Makabe ne s'est pas retiré à Musao pour s'y enrichir. Comparé au reste du territoire, c'est sans doute la région la plus pauvre en ressources naturelles. Le sorcier est probablement devenu un leader virtuel de Musao et environs car c'est une cachette qui ne manque pas de confort. Situé précisément au cœur du territoire luba, il est situé loin des routes principales, entre des collines abruptes sur la rive ouest du fleuve Congo et recèle beaucoup de terres arables. Makabe occupe actuellement une position de pouvoir locale. Mais comme nous l'expliquions plus haut, il pourrait encore avoir l'ambition (ou d'autres pourraient l'avoir pour lui) d'endosser un rôle plus grand.

Assassinats de chefs

Aussi primitifs et folkloriques qu'ils puissent apparaître, les Maï-Maï sont des acteurs de pouvoir importants dans le Centre du Katanga.

Tout au long de leur existence, les combattants Maï-Maï ont été utilisés par des chefs locaux pour régler des conflits autour du pouvoir par la force. A plusieurs occasions, la milice a été 'invitée' dans un village spécifique par le chef traditionnel en place ou par son opposant pour faire pencher la balance du pouvoir en sa faveur. Notre carte 'Pouvoir' montre que le ciblage spécifique des chefs traditionnels par les Maï-Maï est propre au centre du Katanga. Dans ce domaine, le tableau ci-dessous est particulièrement illustratif puisqu'il donne un aperçu des chefs traditionnels ont été précisément visés et assassinés par les Maï-Maï rien que dans la chefferie de Kyona Ngoy (nord Mitwaba).

Nom	Chef de	Date	Les Maï-Maï auteurs des faits
Léopold Kazadi Mukutwa	Kyona Ngoy	11-Nov-03	Torturé et tué par Kambezenge et Sukuma
André Ntamba Kabango	Katolo	11-Nov-03	Torturé et tué par Kambezenge et Sukuma
Kapeta Ngoy	Musomali	25-Mai-04	Tué par Pulalele
Ngoy Kashindi	Mwele	25-Mai-04	Tué par James Bokande
Kalenga Kijuki	Mubidi	08-Avr-05	Torturé et tué à Kwiwongo
Kitwanga	Kileba	01-Déc-05	Tué par Manongo et Nkole
Bruno Kingombe	Kingombe	Juin-05	Tué par Demete, Bavon et Kalobwa
Kiyombo	Kapanda	Avr-05	Tué par Samwilwa
Ngoy Maluki	Kawama	26-Mar-04	Tué par Ntamba
Kasengo	Dilenge	26-Mar-04	Tué par Kalolo
Sente Kyalwe Manike	Ntambo	Mar-05	Tué par Katema
Matembo Musajya	Nkuswa	Mai-06	Torturé et tué par Kalolo, Kabambe et Nkwala

Le recours aux Maï-Maï dans les luttes de pouvoir se maintient aujourd'hui. Quand le Grand chef Kayumba est venu à Lubumbashi au début 2007 pour des raisons de santé, son opposant Kyata a saisi l'occasion pour permettre à un nombre de Maï-Maï de retourner dans le

Parc Upemba⁷⁰. Leur présence constitue une menace pour Kayumba et complique son retour dans sa chefferie.

À diverses occasions, les leaders Maï-Maï ont participé à des luttes de pouvoir de leur propre chef, sans y avoir été invités. Ils ont pourchassé ou assassiné les leaders locaux tout en espérant devenir des chefs traditionnels eux-mêmes. Certains leaders sont même parvenus à accéder à une telle position comme dans le cas de l'ancien chef Mwendu qui règne sur le groupe de villages après avoir chassé le chef Mushikonke.

Ressources naturelles

Sécurité alimentaire

Après que le territoire de Kayumba a été nettoyé des éléments de Gédéon, le 673^{ème} bataillon est surtout resté dans la cité de Malemba. Au-delà du problème que pose Makabe, qui relève de la responsabilité de la SMI, de la CONADER et de la MONUC, ils n'ont aucune raison de rester. Etant donné les profits qu'ils retirent de leur activité illégale dans les mines d'étain⁷¹ et l'abondance alimentaire dans la région, le 673^{ème} est réticent à se faire intégrer.

Le Parc Upemba

Parc Upemba s'étend sur trois parties du territoire katangais : Malemba Nkulu, Mitwaba et Bukama. Sous la colonisation, c'était un lieu touristique prisé des Belges qui vivaient dans la province. A l'époque, il y avait une présence massive d'oiseaux et de faune. Pendant les guerres du Congo, et certainement après la transition qui a suivi, le magnifique parc plein de quiétude s'est transformé en une scène de crimes horribles. Le peu d'infrastructures du parc qui restaient encore ont été complètement détruites et le braconnage par la population locale a décimé la faune sauvage⁷².

Situation

Maï-Maï

Aujourd'hui encore, des petites poches incontrôlées de Maï-Maï sont toujours présentes dans le Parc. Un minimum de 150 Maï-Maï vivent actuellement dans des grottes dans le parc connues par la population sous le nom de 'La Caserne'. Ces Maï-Maï sont dirigés par le commandant du nom de Kisao. Ils n'ont jamais quitté le parc et n'ont donc jamais été impliqués dans le programme de DDR. Ils possèdent des armes automatiques ainsi que des arcs et des flèches. Les hommes de Kisao ne sont pas le groupe d'(anciens) combattants dans la région du parc. Récemment, des gardiens du parc ont rapporté que d'autres bandes sont retournées dans leurs anciennes cachettes⁷³. Ce sont souvent des Maï-Maï qui s'étaient portés volontaires pour le programme DDR mené par la CONADER mais qui ont préféré retourner à leur mode de vie dans le parc. Certains d'entre eux avaient été rejetés par leur village d'origine, d'autres en avaient eux assez d'attendre le lancement d'un programme de réinsertion incertain. Des anciens combattants qui rentraient ont été vus à

⁷⁰ Newsletter de l'ONG Kanyundu, février 2007.

⁷¹ Entretiens réalisés par IPIS à Mitwaba en mars 2007.

⁷² Les éléphants du parc en sont une triste illustration. Les troupes restantes se sont réfugiés dans petites îles au milieu du lac de l'Upemba où les chasseurs ne peuvent les poursuivre.

⁷³ Newsletter de l'ONG Kanyundu, février 2007.

Kadimudilo, Kaluba, Kyezya et Mbwe⁷⁴. Il y a eu au moins un échange de feu entre les gardes de chasse et un chasseur qui a été tué alors qu'il tentait de passer par les campements Maï-Maï⁷⁵.

FARDC

Aucune unité militaire n'est stationnée dans le parc. Ce sont les gardes de chasse situés dans les environs qui patrouillent : le 673^{ème} bataillon dans la cité de Malemba, le 631^{ème} bataillon à Mitwaba et des éléments du deuxième groupe de combat de Bukama.

MONUC

La MONUC n'assure aucune présence militaire dans le parc. Elle n'a à ce jour envoyé aucune mission de reconnaissance dans la région afin de suivre l'évolution de la situation.

Motivations

Refuge

Si les Maï-Maï restés dans le Parc Upemba ou qui y sont retournés, voulaient se cacher sans jamais être retrouvés, ils n'auraient pu choisir un meilleur endroit dans tout le Katanga. Il ne semble pas y avoir d'autre raison de s'y installer si ce n'est la survie la plus fondamentale des (anciens) combattants. Il n'y a aucunes ressources naturelles dignes de ce nom. Ils peuvent braconner ce qu'il reste de faune encore vivante dans le parc se cacher dans les forêts en altitude mais c'est à peu près tout. Sans doute certains d'entre eux s'étaient imaginé que leur engagement au sein du mouvement Maï-Maï aurait pu leur procurer des postes de pouvoir mais jusqu'à présent, aucun d'entre eux n'a vu ses ambitions se réaliser. S'ils ne présentaient aucune menace à l'encontre de la population et de la faune locales, on les aurait oubliés depuis longtemps.

Ressources naturelles

Mitwaba

Si Malemba Nkulu est un territoire reculé, alors Mitwaba est au milieu de nulle part. Pas de chemins de fer, de route, ou tout autre moyen de transport à signaler dans les frontières territoriales. Pendant la saison des pluies, l'état des routes dissuade quiconque de se déplacer et Mitwaba n'est alors plus accessible qu'en vélo ou en avion. De nombreuses parties sont boisées et montagneuses et couverte à moitié par le parc national. Depuis 2003, en conséquence de la période d'une transition violente, une crise humanitaire s'est déclenchée en s'aggravant et en persistant dans la plus grande partie du territoire. Une amélioration n'est apparue qu'avec la reddition du seigneur de guerre, Gédéon en mai 2006.

Mitwaba a été auparavant considéré comme la zone de crise principale au Katanga. Désormais l'attention se porte sur d'autres régions. L'UNICEF, le PAM et le PNUD ont quitté Mitwaba. Un seul employé de la FAO est resté. MSF-Belgique et ACF soignent encore les gens mais leurs programmes prendront bientôt fin.

⁷⁴ Les trois derniers villages sont proches des grottes de la 'Caserne', ce qui pourrait conduire à penser que les éléments Maï-Maï dispersés se regroupent.

⁷⁵ Newsletter de l'ONG Kanyundu, février 2007.

Situation

DDR

Gédéon et sa femme se sont livrés à la MONUC le 12 mai 2006⁷⁶. Les Maï-Maï restants dans la région ont vite suivi leur exemple. L'impact fut considérable. Et en octobre 2006, ce sont les quelques 49.199 sur les 52.048 PDI (personnes déplacées à l'intérieur du pays) de Mitwaba qui sont rentrés dans leur village. En conséquence, la vague de violence s'est arrêtée. En juin 2006, la CONADER a lancé le programme de DDR à Mitwaba et a traité le cas de 615 Maï-Maï. Malgré une solide mise à l'épreuve de leur patience et une manifestation véhémement dans les bureaux de la CONADER, les anciens combattants désarmés ont reçu une prime ponctuelle de 300 dollars en décembre 2006⁷⁷. Quand des éléments des FARDC furent soupçonnés d'avoir pillé les 300 dollars de deux ou trois Maï-Maï, la situation s'est particulièrement tendue. Le 23 décembre, le feu a été mis au bâtiment de la CONADER et la MONUC a dû intervenir afin de calmer la situation. Peu de temps après, la CONADER a quitté Mitwaba.

Malgré les progrès enregistrés, la situation à Mitwaba reste volatile. Plus de 200 Maï-Maï ainsi que leurs familles ont implanté un camp près de la ville et refusent de retourner dans leur village d'origine. Parmi eux se trouvent le père de Gédéon et plusieurs membres de la famille. Des petits incidents dégénèrent régulièrement en conflits ouverts. Le 1^{er} mars 2007, par exemple, des Maï-Maï sont allés pêcher et chasser dans le parc Upemba. Ils auraient volé l'arme d'un garde chasse avant de retourner à Kasungeshi. La police de Kasungeshi, avertie par le garde chasse a arrêté deux des Maï-Maï en recourant à la force. Les 211 Maï-Maï de Mitwaba ont réagi avec colère à ces arrestations, attaquant la police de Kasungeshi et organisant une protestation violente à Mitwaba. La police de Mitwaba a répondu en ouvrant le feu et la situation aurait complètement dégénéré si la MONUC n'était pas intervenue⁷⁸.

Maï-Maï

Une conséquence du ralentissement, voire de l'échec, du processus de réintégration est le fait que plusieurs petites bandes composées d'(anciens) combattants sont en train de se regrouper. Par exemple, à Kibula, juste au sud de Bisonso, d'anciens Maï-Maï se réunissent depuis février 2007. cela vaut également pour Muvule où des Maï-Maï se regroupent également depuis mars sous le leadership d'un certain Diseleti⁷⁹. Il s'agit d'un petit groupe de 20 à 30 combattants plus leurs familles.

Malgré sa détention à Lubumbashi, Gédéon demeure un acteur clé en ce qui concerne la sécurité à Mitwaba. Les Maï-Maï qui sont restés sur le territoire reçoivent régulièrement du courrier de sa part et semblent être restés loyaux au seigneur de guerre⁸⁰. Ils affirment que les lettres recèlent ses ordres, ce qui indiquerait que malgré sa situation il continuerait à les

⁷⁶ Misunga M., Le fameux Gédéon Kyungu s'est finalement rendu à la MONUC après avoir brûlé dernièrement 10 villages à Mitwaba. In : *Mukuba*, Edition N° 352 du 26 mai au 1^{er} juin 2006, p. 2.

⁷⁷ Entretien réalisé par IPIS à Mitwaba en mars 2007.

⁷⁸ Entretiens réalisés par IPIS à Mitwaba en mars 2007.

⁷⁹ La rumeur court selon laquelle Diseleti voudrait devenir chef du village de Muvule.

⁸⁰ Entretiens réalisés par IPIS à Mitwaba en mars 2007.

contrôler.

Un an après sa reddition et son arrestation, de plus en plus de voix se sont fait entendre pour dénoncer la lenteur avec laquelle la justice congolaise a décidé de poursuivre Gédéon⁸¹. Il se dit qu'un procès contre Gédéon pourrait placer certains membres de la hiérarchie militaire dans une position délicate car lors de la procédure judiciaire, leur rôle dans la livraison d'armes et le pillage des ressources illégales pourrait être révélé (CASE 6).

CASE 6 : des armes contre des ressources ?

Des éléments portent à croire que pendant la Transition, des Maï-Maï à Mitwaba ont collaboré avec les FARDC à l'exploitation des ressources naturelles en échanges d'armes⁸². Alors que les Maï-Maï se chargeaient de la plus grosse partie du creusage, l'armée achetait les minerais et les revendait au marché⁸³. La coopération s'est achevée après le 17 mars quand les Maï-Maï ont attaqué l'armée à Nkonga. Les livraisons d'armes aux Maï-Maï ont probablement continué jusqu'en 2006. Lors d'un interrogatoire de guerriers Maï-Maï du groupe Bavon par le 673rd Bataillon de Malemba Nkulu en janvier 2006, un Maï-Maï a reconnu que son groupe du Parc Upemba avait reçu des armes et des munitions d'un 'avion vert, noir et bleu' (un hélicoptère) qui avait atterri à Lusinga⁸⁴. Il faut noter qu'en dehors des avions de la MONUC, seuls quatre hélicoptères ont survolé l'espace aérien du Katanga à cette époque⁸⁵. Deux d'entre eux appartiennent à la Force aérienne des FARDC, les deux autres sont la propriété privée du commandant des forces aériennes, John Numbi. D'autres Maï-Maï, originaires du territoire de Bukama et interrogés par l'ANR en octobre 2006 ont déclaré que le général Mbuza Maba de la base militaire de Kamina et Joseph Tanga de l'ANR de Kamina ont fourni les armes⁸⁶. Ils affirment que les armes ont été échangées contre de l'or, des pierres précieuses et d'autres objets de valeur.

FARDC

A ce jour, un seul bataillon des FARDC, le 631^{ème}, demeure dans les environs de la ville de Mitwaba. Le reste de la 63^{ème} brigade, qui est réputée pour les violations des droits de l'homme dont elle s'est rendue coupable, a quitté Kamina pour être intégrée⁸⁷. Même en 2007, des abus contre la population locale ont été commis. Selon l'OCHA, les militaires ont forcé des civiles à exploiter les ressources naturelles dans le nord de Mitwaba⁸⁸.

⁸¹ Asadho/Katanga est un exemple. Dans son communiqué de presse 004/2007 du 15 mai 2007, il dénonce le traitement que Gédéon reçoit au mess des officiers et présente cet exemple comme le reflet de l'attitude du gouvernement envers les leaders Maï-Maï en général.

⁸² MONUC, *Mission Report Mitwaba*, 25 avril – 2 mai 2006, p. 4.

⁸³ Entretiens réalisés par IPIS à Mitwaba en mars 2007.

⁸⁴ Transcription de l'interrogatoire dans un rapport des FARDC.

⁸⁵ Entretien réalisé par IPIS à Mitwaba en mars 2007.

⁸⁶ Source confidentielle, résumé des rapports de l'ANR.

⁸⁷ Dans la longue liste des violations des droits de l'homme enregistrés par Human Rights Watch, l'on trouve notamment des exécutions en détention, des viols, des tortures, de l'extorsion. Des cas d'exécutions en détention de Maï-Maï et de civils ont été rapportés à Mitwaba, Sampwe et Kasungushi.

⁸⁸ OCHA, *Situation Report*, 26 février – 2 mars 2007.

Motivations

DDR Sécurité alimentaire

Les Maï-Maï de Gédéon ne quittent pas leurs campements provisoires de Mitwaba car ils attendent leur intégration dans le programme de réinsertion. Ils attendent de recevoir des terres à cultiver ou un emploi qui les ferait se sentir respectés et mener une vie civile normale⁸⁹. Leur attitude peut surprendre quand on sait qu'une large majorité d'entre eux ont reçu une somme d'argent considérable en compensation, soit 300 dollars, de la part de la CONADER. Toutefois, leurs rancœurs pourraient être sincères car la région a peu à leur offrir. Ils ne sont plus impliqués dans l'exploitation illégale des ressources naturelles et ils éprouvent des difficultés pour survivre à Mitwaba en raison du manque de nourriture. Par ailleurs, les rancœurs qu'éprouvent les Maï-Maï de Gédéon ne sont pas sans fondement. Leur réintégration est difficile. Le 26 janvier 2007, 15 Maï-Maï qui étaient retournés dans leur village d'origine sont réapparus à Mitwaba. Ils n'avaient pas été acceptés par les autres villageois et n'avaient nulle part où aller. Un autre exemple frappant est le village de Mwema qui fut reconstruit à la fois par les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les Maï-Maï démobilisés. Cette population mixte fut un temps un symbole d'une réintégration réussie jusqu'à ce que des problèmes insurmontables se posent et que les villageois se retirèrent pour se construire un nouveau village.

Les Maï-Maï qui se regroupent tentent probablement pour faciliter le processus de survie. Diseleti est clairement motivé par le pouvoir. Muvule est une zone agraire qui comprend plusieurs villages riches. Devenir leur chef local serait assurément une position confortable.

Le territoire de Mitwaba fut un des derniers à être pacifié. Aujourd'hui encore, des Maï-Maï sous aucun contrôle errent dans le Parc Upemba à un jet de pierre de la cité de Mitwaba. Malgré l'absence de problème de sécurité sérieux, il est cependant logique de maintenir une certaine présence des FARDC dans la région, soit dans ce cas-ci le 631^{ème} bataillon.

⁸⁹ Entretiens réalisés par IPIS à Mitwaba en mars 2007.



Le 'port' de Pweto

L'Est

Pweto

Le territoire de Pweto a été le lieu de plusieurs combats au cours de guerres du Congo. La ligne de front du RCD-G/FAC coupe le Nord depuis Pweto du reste du territoire.

Situation

DDR

La région de Pweto ne compte qu'une présence très limitée de Mai-Mai. Si nous excluons le mystérieux (voire même non confirmé) groupe Dema, environ 300 adultes, des (anciens) Mai-Mai sont présents dans les frontières du territoire, mais aucun d'entre eux n'est actif. Un peu plus de 200 certificats de désarmement ont été distribués. La majorité de anciens combattants du groupe de Ntumbi et certains membres du groupe de Kafindo en possession d'un certificat de désarmement, ont reçu 20 dollars pour leur transport. Aucun incident majeur impliquant des (anciens) Mai-Mai ne s'est produit ces 6 derniers mois. Selon des sources et des rapports locaux, des observateurs confirment que la situation est très calme et

que les milices locales sont rentrées dans leur village et se sont lancés dans l'agriculture. Le seul problème qui persiste dans la région est posé par des petites bandes d'hommes qui se présentent comme d'anciens Maï-Maï et qui se plaignent de ne pas avoir reçu les 20 dollars distribués dans le cadre du programme de CRK ni de 'kit de compensation'.

Maï-Maï

Près de Kasama, un petit groupe de moins de 100 'enfants soldats' Maï-Maï vit dans la forêt. Ils sont toujours actifs au sens où ils ne se sont jamais rendus. Ils ne possèdent pas de réelles armes et les négociations sont en cours⁹⁰.

FARDC

Contrairement à la situation des Maï-Maï relativement calme, le territoire de Pweto est actuellement l'une des régions qui compte la présence la plus importante de FARDC. La ville de Pweto est le QG de la 62^{ème} brigade qui compte 1200-1800 hommes sous le commandement du Majeur Massamba, plus connu sous le surnom de 'Kagame'. Avec la 67th brigade de Manono et le 2^{ème} groupe de combat, ils sont les seules unités militaires au Katanga dont pas un seul soldat n'a été envoyé en mission de brassage.

La 62nd brigade a un lourd passé. Elle a été impliquée dans plusieurs incidents de violations de droits de l'homme au cours de la Transition, dont la célèbre révolte de Kilwa en octobre 2004. En conséquence, le colonel Ilunga Ademar a été arrêté et remplacé.

Même si le leadership de la brigade de Pweto a plusieurs fois changé (le major Massamba a pris en octobre 2006 le commandement de la 62^{ème} brigade après une période de commandements temporaires), celle-ci est toujours impliquée dans des crimes et dans des violations des droits de l'homme. Les cas mentionnés par des témoins lors des entretiens, ou dans des rapports rédigés par des observateurs comprennent l'extorsion, la taxation illégale, le travail forcé, le vol, la torture et les humiliations⁹¹. En dehors de ces incidents spécifiques, les troupes des FARDC entretiennent un sentiment général d'insécurité. Ils ont tendance à conduire de manière ostentatoire dans des zones résidentielles, à l'arrière de pick-up, en brandissant des mitraillettes et des lancerockets. En raison de leur présence prolongée et de leur force militaire, ils jouissent d'une grande influence sur la vie politique, économique et sociale de Pweto.

Motivations

Refuge Sécurité alimentaire

Les enfants soldats Maï-Maï de l'est de Kasama sont un triste exemple du problème social que posent les (anciens) combattants. C'est une région reculée qui ne peut offrir à un groupe 'armé' illégal qu'un lieu où se cacher. Pour un enfant seul, il n'y a rien.

La question primordiale en matière d'insécurité à Pweto est celle de savoir pourquoi la 62^{ème} brigade est toujours présente, avec tous ses

⁹⁰ Entretiens réalisés par IPIS à Mitwaba en mars 2007.

⁹¹ Ibidem.

effectifs et de manière omniprésente.

Il est clair que le major Massamba et ses troupes sont déterminés à rester. Premièrement, la 62^{ème} crée activement des raisons pour justifier sa présence dans la région. Un exemple : l'incident frontalier qui l'a opposée aux troupes zambiennes à in Kapingu, Moba (voir case 7).

CASE 7 : des soldats zambiens à Kapingu

Kapingu est un petit village situé au nord du Lac Moero Wantipa, près de la frontière avec la Zambie. Le territoire de Moba est tombé précédemment sous l'autorité d'une compagnie indépendante qui est partie en mission de brassage au début 2007. Depuis lors, la 62^{ème} brigade de Pweto a pris le contrôle sur le territoire adjoint de Moba.

La présence de soldats zambiens dans le village de Kapingu n'a rien de nouveau. Tout au long des guerres congolaises, des soldats zambiens ont souvent passé la frontière car c'était une alternative confortable à leur trajet de patrouille habituel à travers le lac boueux de Wantipa. Comme le village était quasiment désert, les soldats zambiens se sont même emparés du contrôle de la ville pour un temps. Jusqu'à l'arrivée de la 62^{ème} brigade, la situation était même considérée comme urgente⁹².

Une tactique similaire : les FARDC ont tendance à lancer des fausses rumeurs ou en tout cas non corroborées en matière de sécurité. En février 2007, par exemple, elles ont affirmé qu'une attaque de Pweto par les Maï-Maï du nord (Manono et Moba) était imminente. Une compagnie fut envoyée à Mwenge pour intercepter les Maï-Maï mais elle n'a jamais trouvé un seul combattant⁹³.

Deuxièmement, la 62^{ème} brigade a résisté à la mission officielle de la SMI de Kinshasa qui était venue à Pweto pour envoyer l'unité se faire brassée. Selon des sources diverses, des personnalités de la ville ont reçu des pots-de-vin pour témoigner en faveur de la 62^{ème} brigade. Même le colonel Jeannot, leader de la mission de la SMI, a reçu des pots-de-vin pour empêcher la 62^{ème} de partir à Kamina⁹⁴. Par ailleurs, il est clair que le major Massamba entretient de bonnes relations avec certains de ses supérieurs afin de rester là où il est stationné. La mission de la SMI en visite ne fut pas la seule à recommander à l'état-major de maintenir la 62^{ème} à Pweto. Le commandement régional de Lubumbashi ainsi que le commandement de la force aérienne à Kinshasa ont formulé la même recommandation⁹⁵. Massamba semblait faire cas d'école pour le système de 'rapportage' que nous avons décrit plus haut. Grâce à des paiements mensuels, il

⁹² Ibidem.

⁹³ Ibidem.

⁹⁴ Ibidem.

⁹⁵ Entretiens réalisés par IPIS à Lubumbashi en mars 2007.

⁹⁶ Entretiens réalisés par IPIS à Pweto et Lubumbashi en mars 2007.

prend bien soin de ses patrons de Lubumbashi et de Kinshasa, qui lui assurent en échange de rester à son poste. Il faut cependant noter que Massamba (ex-RCD) a été pendant un temps le garde du corps du chef de chef de l'état-major de la force terrestre, le général Gabriel Amisi (ex-RCD) avec le colonel Tshibumb (ex-GOUV), second dans le commandement de la 6^{ème} région militaire, il a mené l'opération militaire contre Gédéon⁹⁶.

Sécurité alimentaire

Si l'on regarde les cartes 'motivations', nous pouvons identifier les différentes raisons qui poussent les unités des FARDC à rester à Pweto.

Ressources Naturelles

Le territoire de Pweto est riche en termes agricoles et piscicoles. Pour des soldats qui ne reçoivent pas ou rarement leur soldes, il s'agit d'un lieu idéal pour assurer leur survie. En dehors de la survie, l'on peut aussi arrondir ses fins de mois sur les sites miniers qui sont pour certains très intéressants. Le seul site industriel est la mine Dikulushi près de Kilwa qui est gérée par une compagnie minière australienne, *Anvil Mining*. Dans la mine, les soldats de la 62^{ème} brigade agissant comme des vigiles, peuvent gagner décemment leur vie. En dehors de Dikulushi, tous les autres sites de Pweto sont occupés par des mineurs artisanaux. Les FARDC manifestent de l'intérêt pour plusieurs de ces sites, mais un en particulier mérite qu'on s'y arrête. La mine de Kapulo est située sur la route de Pweto-Moba, le long de la frontière avec la Zambie. Anvil Mining détient la concession de Kapulo mais jusqu'à présent ils n'ont pas commencé à exploiter le site. Ils ont par contre signé un contrat avec MCK afin de sécuriser le site après un effondrement qui a causé la mort de plusieurs mineurs artisanaux.

Des soldats en uniforme des FARDC sont stationnés dans le village de Kapulo pour des raisons de sécurité. Sur le site minier, d'autres soldats habillés en civils, travaillent comme 'creuseurs'. Des simples soldats travaillent dans des puits de cassérite pour leur propre compte. Les officiers font travailler des gens pour eux. Ces travailleurs n'ont souvent pas le choix de travailler pour leur 'clients' car ils ont souvent été inculpés de l'un ou l'autre 'crime' par les militaires. A plusieurs occasions, les soldats des FARDC ont collecté des taxes illégales auprès des creuseurs et des acheteurs⁹⁷.

Des éléments des FARDC de la 62^{ème} brigade sont également impliqués dans le trafic de cassérite. Benjamin Mwila, l'ancien ministre zambien de la Défense, a été vu à plusieurs reprises à Pweto lors de séjours au domicile du major Massamba. Ils organisent ensemble des transports transfrontaliers de cassérite qui provient de Kapulo à Musosa, un petit village dans le territoire de Moba⁹⁸. Contrairement à Pweto, il n'y a pas d'Office des Douanes et Accises (OFIDA) à la frontière de Musosa. Les minerais passent de la RDC

⁹⁷ Le 2 août 2006, un barrage routier a été érigé à Sombosisi. Sous le commandement du lieutenant Wasido, les soldats ont exigé 1000 dollars par acheteur qui voulait franchir le barrage. Le 2 octobre 2006, les FARDC ont organisé 'une collecte d'argent' parmi les 'maisons d'achat' du site de Kapulo. La taxe était à nouveau de 1000 dollars. Le 14 janvier 2007, un escadron militaire conduit par le lieutenant Raphaël Kayumba a pillé les minerais récoltés par plusieurs mineurs sur le site. Selon les victimes, 7 tonnes ont été emportées de force.

⁹⁸ Entretiens réalisés par IPIS à Lubumbashi en avril 2007.

en Zambie sans la moindre taxe⁹⁹. Depuis que la compagnie indépendante de Moba est partie en mission de brassage, il n'a pas fallu apparemment beaucoup de temps à la 62^{ème} brigade pour tirer avantage de son contrôle étendu sur la région. Il faut encore voir si les soldats de Pweto se pointeront aussi tôt ou tard dans la mine d'or de Ntoya.

Développements récents

La troisième semaine de mai 2007, une nouvelle tentative fut faite d'envoyer la 62^{ème} brigade en brassage. Le gouverneur Katumbi, qui avait été informé du mécontentement de la population, a donné l'ordre au général Kinkela, le commandant de la 6^{ème} région militaire des FARDC de se rendre personnellement à Pweto pour aller y chercher le major Massamba. Ce dernier, toutefois, ignore les ordres de son supérieur de partir. Le général Kinkela repris l'avion pour Lubumbashi sans avoir rempli sa mission. déterminé à se faire obéir, Massamba ordonna à ses soldats de vider les dépôts d'armes et de placer des pièces d'artillerie autour de sa résidence.

Au début du mois de juin, Massamba abandonna et rentra à Lubumbashi. Dès son retour à Lubumbashi, il prit le premier avion pour Kinshasa¹⁰⁰.

⁹⁹ Mwila ne se cache pas de faire des affaires fructueuses et affirme même que son 'frère' Moise Chapwe Katumbi est au courant de ses activités.

¹⁰⁰ OCHA, *Situation Report*, 7-13th juin 2007.



Un combattant Maï-Maï s'inscrit après avoir rendu ses armes

Conclusion

D'un point de vue général, la situation d'insécurité dans la province du Katanga s'est considérablement améliorée au cours de cette dernière année. Il reste peu de groupes de Maï-Maï encore actifs, de plus en plus de soldats des FARDC sont envoyés en mission de brassage, la grande majorité des personnes déplacées à l'intérieur du pays sont rentrées chez elles et les élections de 2006 se sont déroulées sans incident majeur.

Toutefois, de graves violations des droits de l'homme commises par des (anciens) combattants, spécialement par des soldats des FARDC, sont toujours chose courante. Il reste beaucoup d'hommes armés au Katanga sans aucun contrôle et qui devraient être encadrés.

Notre analyse géographique indique que les quatre motivations que nous avons choisies pourraient expliquer le comportement des groupes armés même si des éléments pour étayer les griefs et les motivations liées au pouvoir sont particulièrement maigres.

Elections

L'hypothèse d'une lutte pour le pouvoir officiel ne peut pas être tout à fait exclue. Pendant les élections législatives, la majorité de la province a voté pour le PPRD, le parti de Joseph Kabila. Par conséquent, il n'a pas été nécessaire dans certaines régions de déployer des FARDC pour faire pression sur la population ou pour prévenir des révoltes possibles. Même dans ces territoires où d'autres partis politiques ont remporté des sièges à l'Assemblée, les déploiements des FARDC n'ont au lendemain des élections bénéficié d'aucun renforcement.

Assassinats de chefs

Notre carte 'assassinat de chefs' montre que le combat pour le pouvoir traditionnel est une explication qui se tient si l'on cherche à comprendre le comportement des Maï-Maï pendant les conflits passés au Katanga, particulièrement dans la région d'Upemba. Comme le démontre le cas du chef Kayumba, les Maï-Maï encore présents dans la région continuent d'intervenir dans les luttes de pouvoir entre les chefs traditionnels. Leur impact est cependant moindre en raison de leur nombre plus restreint, la plupart d'entre eux ayant rendu leur arme et l'impunité ne régnant plus.

Ethnie

Les rancoeurs et griefs ne semblent pas non plus être une motivation importante pour ces (anciens) combattants au Katanga. Si notre carte ethnique montre que le Katanga est une mosaïque de différents groupes ethniques, aucun conflit important ne les oppose. Les Baluba, les Babemba, les Ruund, les Bahemba et les Tshokwe, soit les plus importants des 43 groupes ethniques au Katanga, coexistent en paix¹⁰¹. La relation entre les peuples bantous et les pygmées au nord Katanga est également pacifique. Toutefois, au sein de la communauté pygmée, des sérieuses rancoeurs existent. Au cours des guerres congolaises passées, des pygmées Maï-Maï ont fait preuve d'une attitude vindicative envers la population bantoue. Une unité de pygmées Maï-Maï n'existe plus au nord Katanga mais on peut noter qu'ils ont pris conscience de leur situation.

DDR

Les manquements du processus de DDR et le retard accumulé dans son application ont entraîné des tensions dans plusieurs groupes de Maï-Maï à travers le territoire du Katanga. Des rancoeurs sont nées, particulièrement dans l'est et dans le centre de la province. Après leur désarmement, les Maï-Maï attendant une compensation et ceux qui ne peuvent pas rentrer dans leur village d'origine attendent l'assistance du gouvernement ou de la MONUC pour s'installer ailleurs. Il n'y a pas cependant de lien clair entre le montant de cette assistance reçue par les Maï-Maï et la véhémence de leur comportement. Par exemple, les Maï-Maï de Fidèle Ntumbi à Pweto qui ont reçu 20 dollars du CRK semblent accepter leur sort, alors que les Maï-Maï de Gédéon à Mitwaba qui ont eux reçu 300 dollars de la CONADER profitent de toutes les occasions pour dénoncer leur sort. Apparemment, les Maï-Maï qui selon nous devraient avoir le plus de griefs, ceux qui sont les moins bien nantis ne sont pas forcément les

¹⁰¹ Contrairement à la situation militaire, la politique katangaise est caractérisée par des rivalités ethniques. La principale faille se situe entre le nord et le sud de la province et oppose les communautés Baluba et Bahemba aux Balunda et Babemba.

moins accommodants. Même si les rancœurs ne semblent pas être la principale motivation actuelle derrière les actions des Maï-Maï, il ne faut pas négliger le fait que le mécontentement à l'égard du processus de DDR est bien réel. Les (anciens) combattants en ont plus qu'assez d'attendre et il n'est pas impossible que certains d'entre eux deviennent hostiles si la situation persiste.

Refuge

La motivation principale derrière le comportement actuel des Maï-Maï est la survie. Certains des (anciens) combattants ont formé des bandes d'hommes et de femmes pauvres et errants qui posent un problème social important dans la société katangaise. Dans l'est et dans le nord de la province, la plupart des anciens guerriers sont parvenus à retourner dans leur village d'origine ou ont été acceptés (de moins en moins, il faut le dire) comme nouveaux habitants dans d'autres villages. Les perspectives de leur réintégration sont positives. Dans le centre du Katanga, la situation est bien plus problématique. Des petits groupes d'(anciens) combattants inadaptés rejoignent les bandes qui se sont regroupées dans le Parc Upemba. Les Maï-Maï se réfugient dans le Parc qu'ils connaissent bien. Ils savent comment y assurer leur survie. Ils y trouvent de la nourriture et un abri, ce qui est plus que ce qu'ils peuvent espérer s'ils étaient restés aux alentours des villages où ils ne sont pas les bienvenus.

Sécurité alimentaire

Pour les soldats sous-payés des FARDC, la survie est également une question fondamentale. Leur situation est cependant moins grave car ils peuvent vivre de ce qu'ils reçoivent ou volent aux civils de la région. Kamina n'est pas la destination la plus populaire auprès des soldats des FARDC. Le grand nombre de soldats présents sur la base militaire rend la nourriture encore plus rare.

Les positions des différentes unités des FARDC sont clairement liées à la situation sécuritaire de la province. La majorité des soldats qui ne sont pas partis en brassage est stationnée dans les endroits où l'insécurité a régné jusque tard en 2006. Il est logique que les brigades de Kolwezi et de Lubumbashi soient allées à Kamina plus tôt que les brigades de Kongolo et de Mitwaba. Cependant, les besoins de protection de la population locale ne justifient plus la présence de soldats des FARDC à travers le Katanga. Les territoires de Pweto et de Manono sont sécurisés depuis longtemps et les rares incidents qui ont eu lieu n'expliquent certainement pas la présence de 6000 soldats. La seule région où les civils pourraient avoir besoin de l'armée congolaise pour les protéger est Mitwaba et le Parc Upemba mais là aussi il semble que le peu de problèmes de sécurité avec les éléments isolés de Maï-Maï ne peuvent être résolus sans trop de difficultés par la police.

Ressources naturelles

L'actuel déploiement des unités des FARDC peut également s'expliquer à la lumière des motivations basées sur la cupidité. Dans certains cas, l'implication de l'infanterie dans l'exploitation illégale des ressources naturelles peut être interprétée comme une manière de gagner sa vie et d'assurer sa survie mais les revenus qu'ils génèrent pour leurs supérieurs dépassent clairement cet objectif. Nous n'avons malheureusement pas pu investiguer les activités de la 67^{ème} brigade

à Manono. Cependant, en gardant à l'esprit ce que nous savons au sujet de la 62^{ème} brigade, le bataillon de Nyunzu et de plusieurs unités des FARDC à travers tout le territoire du Katanga, nous pouvons supputer qu'elle a développé un intérêt particulier pour la région. Les activités illégales de telles unités militaires sont une menace contre la sécurité et la stabilité de la région. Ils terrorisent les civils qu'ils sont supposés protéger tout en mettant en danger le développement économique du pays. Par ailleurs, pour maintenir leur déploiement, ils inventent des fausses rumeurs ou des histoires trompeuses sur des menaces sécuritaires créant ainsi des peurs injustifiées au sein de la population.

L'image générale qui demeure après avoir examiné nos données cartographiques est incarnée par deux anciens combattants. D'un côté, il y a des éléments Mai-Mai disparates qui cherchent à survivre dans la situation actuelle alors que peu de raisons justifient encore leur existence et que pour certains d'entre eux, il n'est plus possible de à leur vie antérieure. D'un autre côté, il y a toujours une présence massive des FARDC qui sont mal payées et indisciplinées et dont les commandants tentent de retarder le départ pour le brassage afin de continuer à tirer profit du secteur minier.

Recommandations

Aux décideurs congolais et katangais,

Aux agences de la MONUC et des Nations Unies,

Aux autres acteurs internationaux :

Il est impératif d'accélérer le processus de DDR. Le volet réinsertion qui est quasiment absent devrait être pris en charge. Un échec de la réintégration des anciens Mai-Mai constituerait le terreau pour des prochains problèmes de sécurité. Dans l'idéal, il revient à la CONADER de prendre à nouveau l'initiative. Toutefois, cela exigerait un nouveau financement de la part de la Banque mondiale ou d'autres donateurs. Si l'exécution du PNDDR au Katanga ne recevaient pas de fonds supplémentaires, il faudrait alors poursuivre et même renforcer le programme CRK. Même s'il n'a jamais été dans l'intention de départ de remplacer le PNDDR et même si les fonds du PNUD sont limités en termes à la fois financiers et de personnel, c'est malheureusement la seule alternative valable dont nous disposons. Il faut instaurer une claire répartition des tâches. La PAREC organise ses propres programmes de réintégration et ceux-ci peuvent interférer avec les efforts officiels. La PAREC a fragilisé le désarmement officiel mené par la CONADER. Il faut donc éviter que cela ne se reproduise au cours de la phase de réinsertion.

Tous les mois, de nouveaux groupes de Mai-Mai apparaissent au Katanga pour clamer leur droit de recevoir une compensation en raison de leur participation aux guerres du Congo. Tant que la phase de désarmement dans le processus de DDR ne sera pas officiellement annoncée, le phénomène se reproduira. Des armes à feu circulent toujours au Katanga, et ce même parmi les civils. C'est pour cela que la phase de désarmement doit être achevée, particulièrement dans les territoires où des actions de désarmement élaborées avaient été lancées.

Aux décideurs congolais et katangais,

Aux agences de la MONUC et des Nations Unies :

Le Parc Upemba doit être pacifié et redevenir le havre de paix pour la faune décimée qu'il était. Il ne doit pas servir de refuge à des (anciens) combattants. C'est pour cela que la reddition des Mai-Mai qui sont restées dans le parc doit être négociée. Il faut donc organiser dans la région une mission spécifique de DDR. Il faudrait également clairement affirmer que lorsque la mission aura quitté le parc, les Mai-Mai restants seront considérés comme des hors-la-loi qui pourront être poursuivis par la police.

Aux décideurs congolais et katangais,

Aux agences de la MONUC et des Nations Unies,

Makabe et ses hommes doivent être désarmés et leur bande doit être démantelée. Même si nous ne savons pas avec certitude le nombre d'armes en possession de Makabe, son groupe doit être considéré comme une milice privée. Leur capacité de déstabilisation est devenue claire au cours des élections quand Makabe et ses anciens Mai-Mai représentaient un des facteurs les plus alarmants dans la province. Ils représentent un risque considérable pour

cette population déjà traumatisée qu'ils continuent par ailleurs de terrifier.

Aux décideurs congolais et katangais,

Des retards supplémentaires ne doivent pas mettre le processus de 'brassage' en danger. Sur la base militaire de Kamina, la formation de deux brigades intégrées a enfin commencé. Elles pourront être déployées au Katanga d'ici quelques mois. Il aura fallu deux années pour entamer ce processus. De nombreux soldats qui en avaient assez d'attendre ont déserté. Comme les brigades intégrées sont nécessaires pour remplacer les FARDC qui posent problèmes dans plusieurs territoires katangais, le processus doit être mené en douceur et dans les temps.

Aux décideurs congolais et katangais,

Il faut par des exemples montrer que l'impunité appartient désormais au passé. Seuls quelques criminels de guerre Maï-Maï ont été arrêtés. Moins encore ont été jugés. Des officiers criminels des FARDC ne sont presque jamais conduits devant la justice. L'impunité dont jouissent de tels individus ne peut qu'inciter d'autres de suivre leurs traces. Afin de restaurer un climat de sécurité dans la province, il faut clairement affirmer qu'aucun abus commis par des hommes armés ne sera toléré. Deux procès hautement symboliques ont récemment débuté qui peuvent servir d'exemple. À Kipushi, le leader Maï-Maï Gédéon va être jugé. À Lubumbashi, le colonel Ademar, un ancien commandant de la 62^{ème} brigade des FARDC doit répondre de ses actes devant la justice pour l'incident de Kilwa.

Aux décideurs congolais et katangais,

Il faudrait mettre un sérieux frein à certaines unités des FARDC, spécialement dans le nord et dans l'est de la province. Si le harcèlement continu qu'elles font subir à la population civile est injustifiable, il n'est pas étonnant que des soldats mal nourris et sous-payés finissent par causer des problèmes. Idéalement, les soldats doivent recevoir régulièrement une solde décente. Si cela ne devait pas se faire à l'avenir, il faudra trouver une solution créative.

Des officiers de haut rang ferment les yeux sur les revenus illégaux que leurs soldats retirent de leurs activités minières ou du système de 'rapportage' qui contribuent à l'insécurité dans la province. Ceux qui protègent les unités militaires criminelles devraient être poursuivis.

Aux agences de la MONUC et des Nations Unies :

Les fausses rumeurs d'insécurité doivent être contrôlées. La moitié de l'insécurité au Katanga est le résultat direct de rumeurs, et non de faits. Il faut mettre un terme aux rapports persistants sur le retour de bandes de Maï-Maï dans la région de Pweto, par exemple. La radio Okapi semble le média le mieux adapté pour réaliser cette tâche. Elle pourrait par exemple faire des émissions spéciales sur cette question.

Aux ONG congolaises et internationales :

Les performances en matière de droits de l'homme des brigades intégrées doivent être enregistrées depuis le début. Le processus de brassage devrait faire l'objet d'un suivi soigné et le comportement des unités intégrées qui seront redéployées à travers la province doit être rapporté. Le nord et le centre de la province devrait mériter autant d'attention que la ceinture de cuivre (Copperbelt).

Annexe : Liste des abréviations

ACF	Action Contre la Faim
AFDL	Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
ANR	Agence Nationale de Renseignements
ASADHO	Association Africaine des Droits de l'Homme
CDH	Centre des Droits de l'Homme et du droit humanitaire
CEI	Commission Électorale Indépendante
CMSK	Compagnie Minière de Sud Katanga
CONADER	Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
CRK	Community Reinsertion for Katanga – Relance communautaire au Katanga
CVDHO	Commission de Vulgarisation des Droits de l'Homme et du Développement
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
RDC	République Démocratique du Congo
DSA	Defence Security Africa
FAC	Forces Armées Congolaises
FAO	Food and Agriculture Organization – Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FAP	Forces d'Autodéfense Populaires
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FAZ	Forces Armées Zaïroises
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FIP	Force d'Intervention Populaire
GSSP	Garde Spéciale pour la Sécurité Présidentielle
IPIS	International Peace Information Service – Service International d'Information sur la Paix
MCK	Mining Company Katanga – Compagnie Minière du Katanga
MLC	Mouvement de Libération du Congo
MONUC	Mission of the United Nations in the Democratic Republic of Congo – Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo
MSF	Médecins Sans Frontières
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAREC	Programme Oecuménique de Paix, Transformation des Conflits et Réconciliation
PNC	Police Nationale Congolaise
PNDDR	Programme National de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRM	Patriotes Résistants Mai-Mai
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
SMI	Structure Militaire d'Intégration
UNICEF	United Nations Children's Fund – Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

De nombreuses personnes ont apporté leur contribution à ce projet mais les chercheurs tiennent à exprimer leur gratitude à Mohammed, Louis, Erik, Jacques, Marco, André, Crispin, Peter, Georges, Liselotte et Kalume. Sans eux, ce rapport n'aurait pas pu voir le jour.



“Ce projet a été financé par l'Union européenne et le Ministère belge des Affaires étrangères. Le contenu de ce projet est de la seule responsabilité d'IPIS et ne peut être interprété en aucun comme reflétant les positions de l'Union européenne ou Ministère belge des Affaires étrangères ”

